



# LA COMMUNAUTE POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI



SADC Aujourd'hui, Vol. 8 No.2 Juin 2005

## A L'INTERIEUR...



7



8



## Un appel à l'action Investissement Commercial ... et Subvention

Copyright: South African Tourism

POLITIQUE	3
COMMERCE	4
SECURITE ALIMENTAIRE	5
DETTE/ DEVELOPPEMENT	6
TRANSITIONS	7
INFRASTRUCTURE	8-9
INNOVATIONS	10
ENERGIE	11
AFFAIRES	12
PARITE DES SEXES	13
LIVRES	14
EVENEMENTS	15
L'HISTOIRE AUJOURD'HUI	16

par Munetsi Madakufamba

LA SECONDE moitié de l'année 2005 abonde en événements et processus d'une importance cruciale pour le programme de développement de l'Afrique Australe.

Tout comme d'autres régions en voie de développement, l'Afrique Australe doit de plus en plus se poser la question paradoxale, à savoir de choisir entre l'assistance au développement ou l'investissement et le commerce. Mais la réalité du développement et les leçons tirées de l'histoire devraient suggérer que des options trop souples ou des solutions à la va vite n'aborderont probablement pas les problèmes continuels de la pauvreté.

A l'issue de récentes auto-évaluations, la SADC a confirmé une réalité à laquelle est confrontée non seulement cette région, mais également la totalité du monde en voie de développement, que d'importantes interventions à multiples facettes soient mises en place, la totalité des Objectifs de Développement du Millénaire (ODM) de façon à accomplir

D'où le vif intérêt que porteront les africains de la région australe aux événements majeurs que sont le Sommet Economique de l'Afrique à la ville du Cap, le Sommet de l'Union Africaine en Libye et le Sommet du G8 en Ecosse. Egalement d'importance, le Sommet du Jubilé d'Argent de la SADC au Botswana et le Sommet pour la Révision du Millénaire de l'ONU à New York.

Ces événements, bien qu'indépendants l'un de l'autre en terme de propriété, sont sur plusieurs aspects inter-reliés et complémentaires, et par dessus tout, leurs résultats sont toujours d'importance fondamentale aux millions de citoyens de l'Afrique Australe.

Le Sommet Economique de l'Afrique, organisé par un Forum Mondial Economique basé en Suisse, est devenu un rassemblement annuel des leaders en entreprises, politique et société civile. Le sommet de cette année cherchera à "renforcer le message que l'Afrique est en progrès et ouverte aux investissements" et à mettre en lumière le "rôle clé du secteur privé en tant que guide pour la régénération de l'Afrique.

Suite à la page 2

# L'Afrique Australe a autant besoin d'aide que d'investissement et commerce

suite de la page 1

Tout en cherchant à consolider un environnement politique stable et favorable au commerce sur le continent, le sommet de l'UA est également supposé réviser son programme économique de trois ans, le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD). Des inquiétudes ont été soulevées sur le fait que le lancement du programme du NEPAD a été lent, la raison principale étant le manque de ressources financières malgré une réception enthousiaste par la communauté internationale lors de son lancement.

De plus, l'année dernière, le Secrétariat du NEPAD a révélé lors du Sommet Economique de l'Afrique à Maputo que le secteur privé a montré peu d'intérêt dans ses 20 projets prioritaires d'infrastructure. Et le budget annuel de 64 USD millions nécessaire pour financer la totalité du projet NEPAD n'a pas non plus été déboursé.

C'est en partie la raison pour laquelle l'Afrique suivra avec un intérêt soutenu les déroulements du sommet du G8 de Gleneagles. Le Royaume Uni, la France, l'Allemagne, les Etats Unis, le Japon, l'Italie et le Canada constituent le Groupe des Sept (G7) et avec la Russie le Groupe des Huit (G8) – pays financièrement les plus puissants au monde.

Le Royaume Uni assume actuellement la présidence par système de rotation du G8, et à travers la Commission pour l'Afrique, le Premier Ministre britannique Tony Blair a promis d'accorder priorité au continent, en faisant de l'Afrique l'un des deux thèmes clés du Sommet de Gleneagles.

Il ne fait aucun doute que davantage d'action et prestation sur les engagements sont nécessaires pour que les partenariats existants encouragent l'Afrique à atteindre ses objectifs de développement.

Pour la SADC, les objectifs gouvernés par le Plan Régional Indicateur de Développement Stratégique (PRIDS) ne peuvent être séparés des objectifs du NEPAD et des ODM qui sont une série d'objectifs

de développement que les dirigeants du monde ont ratifié lors du Sommet du Millénaire de l'ONU en 2000.

Alors que le Secrétaire Général du NEPAD, Prof. Wiseman Nkuhlu explique, "Le NEPAD sera jugé par rapport aux progrès vers l'accomplissement des ODM", il en est de même pour le PRIDS.

Le Sommet de Révision du Millénaire évaluera les progrès de ces cinq dernières années et recommandera probablement un éventail de mesures réalistes et nécessaires à prendre si 2015, année butoire durant laquelle la plupart des ODM, y compris de réduire de moitié la pauvreté globale, doit être respectée.

A ce jour, les progrès ont été lents et le rôle crucial du G8 à fournir l'aide au développement est d'une énorme importance pour que les objectifs du PRIDS, NEPAD et ODM soient atteints.

Ainsi, "l'Appel à l'action du Sommet Economique de l'Afrique" est un appel pour tous – le secteur privé, la société civile et les gouvernements, tout comme pour la SADC, l'Afrique et le G8.

Pour que l'Afrique atteigne les ODM, explique Prof. Nkuhlu, cela signifie développement économique à une échelle sans précédent".

L'assistance officielle de développement (AOD) n'a pas atteint l'Objectif des Nations Unies de 0,7 pour cent du revenu national convenu il y a une décennie au Sommet sur la Terre au Brésil. Conformément à l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economique (OCDE), en 2004, les Etats Unis demeurent le plus important bailleur de subvention en terme de volume, suivi du Japon, la France, le Royaume Unis et l'Allemagne.

Le Danemark, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège et la Suède

Sommet Economique de l'Afrique  
Sommet de l'Union Africaine  
Sommet du G8  
Sommet du Jubilé d'argent de la SADC  
Sommet de Révision du Millénaire de l'ONU

Ville du Cap	1-3 juin
Lybie	3-4 juillet
Ecosse	6-8 juillet
Botswana	17-18 août
New York	14 -16 septembre

étaient les seuls pays à avoir dépassé la cible de l'ONU pour l'AOD de 0,7 pour cent du revenu national brut.

L'OCDE explique que tandis que dans les pays en voie de développement l'AOD augmente à un plafond sans précédent de 78,6 \$US milliards en 2004, plusieurs facteurs y ont contribué. Ils comprennent une assistance supplémentaire pour l'Afghanistan et l'Irak, mais malheureusement moins pour l'Afrique. Et pour le programme d'éradication de la pauvreté en Afrique Australe, l'aide au développement est aussi importante que l'investissement et le commerce. C'est pourquoi des initiatives telles que le Sommet Economique de l'Afrique, qui a développé un penchant pour la région de la SADC, sont d'une importance cruciale.

Au cours des années, le Sommet Economique de l'Afrique s'est développé en stature, puisqu'il fournit la plate-forme pour que les dépositaires évaluent les opportunités commerciales qu'offre le continent tout en critiquant les contraintes politiques qui entravent le commerce et l'investissement.

La région abonde en exemples de partenariats réussis du secteur public-privé, hautement vanté par le sommet économique – le Corridor de Maputo (qui abrite le projet Mozal d'extraction par fusion entre autres), l'autoroute du Trans-Kalahari, et beaucoup d'autres.

Mais peut-être que le potentiel le plus exploité de l'Afrique Australe réside dans son abondance de

ressources naturelles, y compris une large variété de minéraux. Les statistiques de la SADC montrent que l'exploitation minière demeure le pilier de la plupart des économies de la région de l'Afrique Australe, contribuant à 60 pour cent des gains du marché de change, 10 pour cent du produit national brut (PNB) et 5 pour cent de l'emploi.

Neuf des 13 états membres de la SADC sont considérés comme "pays miniers". Les métaux et minéraux clés de ces pays comprennent l'asbestos, le charbon, le cobalt, le cuivre, les chromites, les diamants, l'or, le nickel, le platine, le vanadium et le zinc.

Cependant, avec la nature volatile des tarifs mondiaux sur les minéraux, le gros des entrées des investissements étrangers directes (IED) récents a été pour le bénéfice des pays producteurs de pétrole de la région – l'Angola et l'Afrique du Sud.

Bien que les IED contribuent à l'expansion et au développement, il faut prendre des précautions pour garantir que ce ne soit pas uniquement une "extraction de richesses et rien d'autre", pour utiliser les mots de Trevor Manuel, ministre des finances sud africain. C'est un point des plus sensible dans le secteur minier, d'où l'importance de l'emphasis sur le bénéfice généré par l'exploitation des minéraux.

De même, l'accès aux marchés mondiaux sans emphase adéquat sur l'expansion industrielle au niveau national et un plus grand commerce intra-régional tel que promu par la Zone de Libre Echange de la SADC aidera peu probablement la région à atteindre son PRIDS et autres objectifs de développement.

En général, l'aide, l'investissement et le commerce sont tous des éléments nécessaires de la recettes que requiert l'Afrique Australe pour atteindre avec succès ses objectifs ambitieux de développement tels qu'établis dans les structures du PRIDS, du NEPAD et des ODM.



Copyright: South African Tourism



# Les Ministres établissent un programme pour le Sommet de l'Union Africaine

par Hopewell Radebe

**LES MINISTRES** Africains des Affaires Etrangères qui se sont réunis à Addis Ababa en mai ont défini la note pour le Sommet de l'Union Africaine prévu en Libye en juillet où la réforme des Nations Unies et le budget pour les programmes du continent seront prioritaires à l'ordre du jour des discussions de la réunion des chefs d'états.

Un comité de 10, composé d'une sélection de ministres des Affaires Etrangères de l'UA a été mis en place suite à l'adoption du Consensus d'Ezswulini au Swaziland par le Conseil Exécutif des ministres des Affaires Etrangères de l'UA. C'est la position officielle de l'Afrique sur la réforme du Conseil de Sécurité de l'ONU, sur le développement et les

questions de sécurité.

Le Consensus d'Ezswulini propose, entre autres, deux sièges permanents et cinq sièges intermittents pour l'Afrique comme partie du Conseil de Sécurité réformé de l'ONU. Cependant, le comité n'a pas révélé le nom des pays et la structure de la méthode de rotation ou d'octroi des sièges permanents au sein du Conseil de Sécurité de l'ONU.

Le Conseil Exécutif de l'UA a également mandaté le Comité de 10 ministres des Affaires Etrangères avec la responsabilité de populariser et rallier du soutien pour la position de l'Afrique en ce qui concerne la réforme du Conseil de Sécurité de l'ONU, y compris l'interaction entre le Secrétaire Général Koffi Annan, et le Président de l'Assemblée Générale, Jean Ping.

## Le Parlement Panafricain n'est pas découragé par l'insuffisance de fonds

**GERTRUDE MONGELLA** de la Tanzanie, première présidente du parlement Panafricain, a rappelé à ses collègues que l'Article 11 du traité établi par le parlement permet au corps législatif de;

fournir un aperçu général pour le budget de l'Union Africaine, mobiliser pour l'harmonisation des politiques vers l'intégration régionale, et faire des recommandations favorables aux droits de l'homme, aux institutions démocratique et à la bonne gouvernance.

A ce jour, quarante six pays ont ratifié le protocole du parlement, chacun ayant nommé cinq membres parlementaires comprenant au moins une femme.

Depuis l'ouverture de la deuxième séance du parlement dans le domaine de Gallagher à Midrand, Johannesburg, au début de cette année, les représentants ont discuté du problème des finances, et ont lancé un appel pour que l'institution dispose de ressources adéquates pour atteindre ses objectifs de promotion de la démocratie, l'unité et du développement.

Les parlementaires ont proposé qu'un Fond en Fidéicommiss soit établi en tant que source supplémentaire de financement de ses activités.

Mongella a informé que l'année dernière, durant sa première année d'existence l'organisme a fonctionné sans budget, et que la

récente session s'est terminée une semaine plus tôt pour économiser de l'argent.

Cette année l'UA a budgétisé environ 5 \$US millions pour financer le parlement. Une grande partie de cet argent devrait être utilisée pour créer 37 postes nécessaires afin de mener les travaux du parlement. Cependant, la direction explique que des fonds supplémentaires sont nécessaires pour pallier aux autres difficultés.

L'insuffisance des fonds n'a pas découragé le Parlement Panafricain de s'évertuer à encourager les parlementaires sur le continent africain pour mener la ratification du Protocole à la Charte Africaine sur les Droits Humains et des Populations sur les Droits des Femmes en Afrique.

Mongella a exhorté les 256 parlementaires de garantir que leurs travaux aillent au-delà de la phase verbale afin qu'ils puissent progresser sur les problèmes auxquels sont confrontés des millions d'Africains.

"Pour la plupart des indigents et surtout pour les femmes en Afrique, les parlements demeurent un moyen éloigné de revendication de leurs réalités et difficultés quotidiennes", explique-t-elle.

Elle ajoute que la crédibilité du Parlement Panafricain ne devrait pas reposer sur la qualité de représentation mais sur les problèmes qu'elle embrasse, les causes qu'elle défend et les changements qu'elle cherche à entraîner dans l'existence des peuples à travers le continent africain.

Domaine de Gallagher, Midrand Afrique du Sud  
Immeuble de fonction par interim du parlement  
Pan Africain



Le sommet de l'UA est supposé se prononcer sur la formule et les critères de paiements qui seront applicables pour les états membres sur la base d'une variété de questions y compris la force économique et la stabilité politique en termes d'adhérence aux principes de bonne gouvernance prescrits par le document fondateur de l'UA.

La recherche de moyens pour stimuler les blocs régionaux de développement et les mécanismes de commerce inter-régionaux en Afrique continue d'être une priorité pour l'UA. Le plus grand obstacle auquel est confronté le continent a été que nombre de nations africaines entreprennent plus de transactions commerciales avec leurs anciens maîtres coloniaux qu'entre elles.

L'UA essaie de changer cette situation en facilitant le commerce au sein de l'Afrique en réduisant les obstacles bureaucratiques. Le sommet recevra des comptes rendus périodiques sur cette question, avec les dirigeants du continent supposés voter sur les recommandations qui, entre autres choses, appellent à la relaxation de la législation qui restreint le

commerce parmi les voisins.

On croit que le Conseil Exécutif de l'UA recommande également que le bloc régional économique se concentre sur le renforcement des relations et contractent des accords spéciaux avec les dépositaires économiques importants dans d'autres continents, particulièrement au Moyen Orient et en Asie.

Dans le passé, le Conseil a exhorté le continent à explorer d'autres avenues qui développeront le commerce et stimuleront l'expansion économique. L'idée comprend la diversification des accords commerciaux à ne plus se concentrer uniquement sur la lutte pour l'accès aux marchés européens.

L'objectif ultime est éventuellement de réunir tous les blocs économiques africains et de les fusionner en une vaste économie. L'UA croit qu'avec les blocs économiques africains menant des négociations en tant qu'entité puissante, il sera plus facile de marchander et de faire des progrès sur la table des diverses nations plutôt que de négocier en même temps avec les 54 pays individuels.

## Chissano nommé envoyé spécial de l'ONU

**LE SECRETAIRE** Général des Nations Unies, Kofi Annan a nommé l'ancien président mozambicain, Joachim Chissano, envoyé spécial pour défendre le consensus sur les réformes proposées de l'ONU.

En sa qualité d'envoyé spécial parmi les cinq envoyés spéciaux pour différentes régions du monde, Chissano rencontrera des chefs d'état et de gouvernement de plusieurs nations africaines pour transmettre le programme de Annan et discuter d'autres points dans la période préparatoire à l'Assemblée Générale de l'ONU en septembre.

L'ONU a produit un document pour générer du soutien pour les Objectifs de Développement du Millénaire (ODM) et les réformes proposées de l'ONU.

Chissano a visité le Zimbabwe et son itinéraire comprend l'Algérie, l'Egypte, la Libye, l'Afrique du Sud et la République Unifiée de la Tanzanie.

Chissano, qui s'est retiré de la présidence du Mozambique en janvier de cette année, a également été nommé envoyé spécial d'Annan chargé d'assurer des élections présidentielles "pacifiques et crédibles" dans l'état ouest africain de la Guinée Bissau.



## Un partenariat global

# Le Commerce est la clef des objectifs de développement

UN DES Objectifs de Développement du Millénaire (ODM) de l'ONU – développer un partenariat global pour le développement – reflète les préoccupations relatives au commerce international et à la marginalisation des économies africaines.

Le commerce est considéré en tant que condition préalable cruciale pour les économies africaines pour atteindre les objectifs de développement convenus par les dirigeants mondiaux en 2000 en tant que but pour l'année 2005 dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'environnement et de la parité des sexes.

Le premier objectif est, d'ici 2015, de réduire de moitié le nombre de personne vivant dans une pauvreté absolue, avec pour ligne de base l'année 1990.

Ainsi la marginalisation des nations africaines dans le régime de commerce international est une gageure pour un continent qui essaie de surmonter le sous développement et de renforcer sa position dans l'arène économique globale.

Les dirigeants africains ont reconnu que les responsabilités des états africains incluent :

- la diversification;
- la concurrence accrue des exports;
- l'amélioration de l'infrastructure;
- la promotion du commerce intra-africain;
- la réduction des taxes sur l'export;
- et
- l'amélioration des accords commerciaux aux niveaux régional et continental.

Le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD), qui identifie le commerce comme ingrédient critique dans un développement durable, entrevoit un rôle pivot pour la communauté internationale dans la promotion de la participation africaine dans le commerce international.

Le NEPAD a identifié des actions que la communauté internationale devrait entreprendre pour stimuler le commerce et donc le développement, tel que de faciliter l'accès au marché pour les producteurs africains, et la suppression de barrières non tarifaires afin que les états africains puissent accéder au marché jouiraient des mêmes avantages que les pays industrialisés.

Les économies africaines sont vulnérables en raison de leur dépendance sur la production de base et les secteurs tributaires des ressources, et leur base modeste d'export, ainsi que

l'harmonisation du NEPAD et des objectifs ODM pour promouvoir l'expansion économique avec le développement est critique.

Pour l'Afrique du Sous-Sahara, les objectifs 2005 peuvent être atteints uniquement avec un changement radical dans le commerce international et un engagement ferme envers les ODM.

Ceci ne peut être accompli uniquement par des dirigeants africains dévoués soutenus par un monde développé engagé aux promesses de libéralisation du commerce et d'aide supplémentaire.

Le NEPAD est la structure de l'Union Africaine pour le développement.



## Vers une position commune sur les ODM

LA COMMISSION de l'Union Africaine et le secrétariat du NEPAD préparent un Rapport de l'Afrique sur les progrès et les contraintes pour atteindre les Objectifs de Développement du Millénaire (ODM) sur le continent.

Le rapport contribuera au développement d'une Position Africaine Commune (PAC) sur les ODM à soumettre au Sommet de l'UA en juillet de cette année pour considération en tant que contribution de l'Afrique dans le Sommet de Révision du Millénaire au siège de l'ONU à New York en septembre, à l'occasion du cinquième anniversaire du lancement des ODM.

Pour fournir une analyse précise des progrès et contraintes pour atteindre les ODM en Afrique, un vaste échantillon d'intérêts doit être consulté pour élargir l'appropriation et rendre les ODM plus significatifs pour le programme de développement.

La Commission de l'UA et le Secrétariat du NEPAD développeront le rapport par une collaboration étroite avec les Communautés Economiques Régionales (CER) telles que la SADC, ainsi que le PNUD et d'autres partenaires bilatéraux.



Objectif ODM 2015 réduire de moitié la proportion de population n'ayant pas accès à l'eau potable

## La Namibie demande l'équité dans le commerce du poisson

LA NAMIBIE a demandé à l'Organisation Mondiale du Commerce de garantir que le processus de globalisation du commerce du poisson soit équitable pour les pays en voie de développement et les pays développés.

Le Ministère des Pêcheries a demandé que soient créés des procédures, règles et règlements, et standards communs pour les transactions dans le commerce du poisson.

Les pays en voie de développement exportent plus de 50 pour cent de poisson vers le reste du monde. Les pêcheries jouent un rôle important dans la région de la SADC en termes d'emploi formel et informel, sécurité alimentaire et génération de bénéfices économiques.

## Une enquête propose une base de donnée TCI africaine

UNE ENQUETE continentale a recommandé que le NEPAD établisse une base de donnée sur la Technologie de Communication d'Information (TCI) en Afrique.

Pour que la TCI s'enracine fermement sur le continent, le rapport a cité la nécessité d'établir un groupe régional de réflexion TCI et des associations régulateurs continentales qui harmonisent la structure de réglementation de l'Afrique.

En évaluant le statut présent des e-stratégies à travers une grande partie de l'Afrique, l'étude a trouvé que les lois permissives pour mener l'initiative au niveau national sont largement inexistantes.

L'Ile Maurice a été identifié comme exemple pertinent pour la mise en place de e-stratégies nationales dans le contexte de sa vision qui est de devenir une "Ile Cyber".

L'enquête remarque que dans la plupart des pays, les e-stratégies sont à un stade embryonnaire de développement tandis que des projets tels que la formation, la santé et l'information gouvernementale sont souvent mises en place sans structure.

L'objectif de l'enquête était d'évaluer la situation présente de la TCI sur le continent avec pour but d'identifier les obstacles techniques et de réglementation qui entravent le développement rapide d'infrastructure, des services et applications. Elle cherchait également à identifier des alternatives techniques pour renforcer l'infrastructure.

Sur la base de ses résultats, le rapport a insisté sur la nécessité d'un mécanisme de coopération parmi les institutions pertinentes menées par une approche basée sur l'assistance au développement.

Il faut également développer une stratégie africaine à un plan d'action et de mise en oeuvre pour le développement de la TCI. Cela serait complété par une politique harmonisée et des cadres réglementaires à travers l'Afrique.

## Renforcement de capacité pour la société civile

LE NEPAD a lancé un programme de deux ans pour améliorer la capacité de la société civile à s'engager dans le processus de participation publique.

La mise en oeuvre des projets et programmes du NEPAD exige que le public fasse partie des cycles de collecte d'information et prise de décision qui les affectent directement.

Le projet appelé Calabash, consiste en une suite d'activités et production de renforcement de capacité. Le plan devrait être prêt d'ici juillet 2005.

# Récoltes réduites cette saison en Afrique Australe

UNE GRANDE Partie de l'Afrique Australe est confrontée à la réduction des récoltes en raison d'une pluviométrie médiocre dans la seconde moitié de la saison 2004/05.

Les zones affectées incluent une grande partie du Mozambique et du Zimbabwe, la partie sud de l'Angola, le sud et le centre du Malawi, le nord de la Namibie et de l'Afrique du Sud, et le sud de la Zambie. En contraste, les zones centrales productives de l'Afrique du Sud ont eu de bonnes pluies et ont bénéficié d'une performance des récoltes au dessus de la moyenne.

La production de maïs, en particulier a été affectée de façon

## L'envoyé spécial de l'ONU visite la région de la SADC

L'ENVOYE SPECIAL des Nations Unies, James Morris, s'est récemment rendu dans cinq nations de l'Afrique Australe pour mener une évaluation sur les méthodes que l'ONU pourrait adopter pour compléter les efforts nationaux visant à pallier aux pénuries alimentaires dans certaines parties de la région ainsi que l'impact du VIH et SIDA.

Morris a visité le Botswana, le Malawi, l'Afrique du Sud, la Zambie et le Zimbabwe où il s'est adressé aux gouvernements respectifs. L'envoyé de l'ONU a tenu des consultations avec le Secrétaire Général de la SADC, Prega Ramsamy, au Botswana.

Ces dernières années, un certain nombre de pays de l'Afrique Australe ont été confrontés à des difficultés pour satisfaire leurs besoins alimentaires, en raison de récoltes réduites dues aux inondations et sécheresses successives résultant de cyclone.

Cependant, le Conseil d'Administration de la SADC pour l'Alimentation, l'Agriculture et les Ressources Naturelles (AARN) note que la région a vu sa sécurité alimentaire s'améliorer régulièrement avec une diminution du nombre de personnes dépendantes de l'assistance humanitaire allant de 15,2 millions de personnes en mars 2003 à 5,4 millions en mars 2005.

Les statistiques finales sur le nombre de personnes ayant besoin d'assistance au Lesotho, Malawi, Mozambique, Swaziland, Zambie et Zimbabwe sont attendues d'ici la fin de juin avec des indications précoces pointant vers un chiffre qui pourrait éventuellement atteindre les 10 millions de personnes, explique l'AARN.

adverse et est le signe d'une baisse de la production entre 10 et 30 pour cent dans la plupart des pays excepté l'Afrique du Sud.

La prévision des récoltes et les questionnaires d'évaluation, qui fourniront une indication plus précise de la production de récolte vivrière et approvisionnements alimentaires disponibles pour l'année de consommation 2005/06, sont à l'étude dans la plupart des pays de la région.

Les résultats de l'évaluation formeront la base pour des plans qui articulent des interventions appropriées et d'autres décisions de programmation par les bailleurs de fonds, les gouvernements et autres organisations agricoles dans des pays tels que le Malawi et le Zimbabwe, explique l'AARN.

Cependant, la production actuelle de céréales (maïs, blé, riz, sorghum et millet) est prévue à 23,83 millions de tonnes. Ce qui est une baisse de sept pour cent par rapport à la récolte de 2004 qui avait atteint les 25,60 millions de tonnes.



La prévision de récolte de maïs en Afrique du Sud est estimée à 11,79 millions de tonnes. Les autres producteurs principaux de maïs tels que le Zimbabwe, le Malawi, et la Zambie s'attendaient à des récoltes médiocres, selon le Conseil d'Administration de la SADC pour l'Alimentation, l'Agriculture et les Ressources Naturelles (AARN).

Une production réduite est surtout le résultat d'une pluviométrie faible durant la seconde moitié de la saison entre janvier et mars 2005. En plus de cela, il y a le problème d'accès inadéquat aux engrais et semences traitées, surtout pour les petits agriculteurs dans des pays tels que le Malawi et le Zimbabwe, explique l'AARN. Les prévisions actuelles indiquent une production régionale commune de maïs d'environ 19,13 millions de tonnes, ce qui représente une baisse de 6% de la récolte 2004 de 20,44 millions de tonnes, mais neuf pour cent de plus par rapport

à la moyenne de production des cinq dernières années se montant à 18,31 millions de tonnes.

Des augmentations dans la récolte de maïs sont attendues en Angola, Lesotho et Afrique du Sud grâce à des pluies relativement meilleures pendant la saison 2004/05 par rapport à la saison 2003/04.

Une analyse par l'AARN de la moyenne alimentaire régionale indique un surplus de maïs entre 2,30 millions de tonnes à 2,45 millions de tonnes. En moyenne, le surplus de maïs de la saison 2005/06 est supposé être supérieur à celui de la saison 2004/05 qui se montait à 1,10 millions de tonnes.

Les analyses montrent des déficits sur la quantité de maïs dans tous les états membres de la SADC excepté l'Afrique du Sud. Le fait que le surplus en Afrique du Sud est suffisant pour absorber les déficits de tous les états membres de la SADC est un fait important pour la région.

Selon les prix offerts, explique l'AARN, les états membres confrontés à un déficit en maïs pourraient éventuellement réduire les coûts en achetant en Afrique du sud. Le Conseil Administratif de la SADC ajoute que l'on espère que ce pourra être une source d'assistance alimentaire par la communauté des bailleurs de fonds.

## Il y a un an ...

## La Déclaration de Dar es Salaam décrit la voie à prendre sur la sécurité alimentaire

IL Y a juste un peu plus d'une année, les dirigeants de la SADC se sont réunis lors d'un sommet extraordinaire en République Unie de Tanzanie où ils ont adopté une Déclaration compréhensive sur l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire.

La déclaration et le plan d'action réaffirment l'engagement de la région à assurer un développement agricole accéléré et une sécurité alimentaire durable, "de manière urgente par des interventions stratégiques multisectorielles conformément aux Objectifs de Développement du Millénaire de l'ONU, les Déclarations du Sommet Mondial sur l'alimentation en 1996 et 2002, et le Plan Régional Indicateur de Développement Stratégique (PRIDS)".

S'adressant au sommet, l'hôte, Président Benjamin Mkapa a utilisé le proverbe africain qui dit, "Là où il n'y a pas de honte, il n'y a pas d'honneur",

faisant appel à ses collègues pour redonner l'honneur de la SADC en assurant que la région subvienne à ses besoins sur une base durable.

La Déclaration de Dar es Salaam identifie un nombre de zones prioritaires sur lesquelles la SADC devrait se concentrer à court terme (2004-2006) et moyen à long terme (2004-2010).

Des mesures à court terme comprennent la nécessité pour les états membres de garantir la disponibilité et l'accès des contributions agricoles clés aux fermiers.

Le Sommet souligne en particulier, la nécessité de fournir une assistance ciblée aux fermiers vulnérables avec des contributions clés, telles que des variétés de semences traitées, de l'engrais, des produits agrochimiques, des services de labourage et équipements agricoles qui sont

critiques pour accroître la production agricole dans la région.

Parmi d'autres mesures de moyen à long terme, les dirigeants ont entrepris de garantir que tous les états membres augmentent "progressivement le financement du secteur agricole en allouant au moins 10 pour cent ...des budgets nationaux dans une période de cinq ans en accord avec la Déclaration de Maputo de l'Union Africaine sur l'agriculture et la sécurité alimentaire de juillet 2003".

Dans son communiqué, le sommet a ordonné la Commission Intégrée des Ministres de la SADC à initier d'urgentes activités de suivies de façon à accélérer la mise en oeuvre de la déclaration et du plan d'action.

Les dirigeants ont convenu "de réviser les progrès sur la mise en oeuvre de la Déclaration tous les deux ans à partir de la date de la signature".

## "Tendre l'arc"

# Le NEPAD, l'ONU unissent leurs efforts pour faire pression au Sommet du G8

LE CHEF Executif du Secrétariat du NEPAD, Prof. Wiseman Nkuhlu, déclare que l'Afrique doit parler d'une seule voix pour garantir un résultat productif du sommet des leaders du groupe des 8 (G8) à Gleneagles, Ecosse le 6 juillet.

"Il est essentiel que le partenariat entre l'Afrique, le G8 et les pays de l'Organisation pour la Coopération Economique et le Développement (OCED) soit consolidé. Moins que cela restreindrait la capacité de l'Afrique à atteindre les Objectifs de Développement du Millénaire".

Lors d'une réunion prévue pour le 4 juillet au Guildhall de Londres, le Secrétariat du NEPAD unira ses efforts à ceux de l'ONU, la société civile et les leaders du secteur privé pour délivrer un message commun au G8 à la veille de leur sommet annuel de Gleneagles.

La réunion de Londres est prévue pour coïncider avec le sommet annuel de l'Union Africaine en Libye.

Un lien de diffusion connectera les deux événements. Le thème est "Tendre l'arc - l'Objectif d'atteindre les ODM en Afrique".

En réunissant le projet "Tendre l'arc" à

Londres, le NEPAD travaille actuellement avec la Commission de l'Union Africaine pour mener une série de consultations avec le monde des affaires, la société civile et les gouvernements à travers le continent pour provoquer la sensibilisation à propos des ODM. Ces consultations fourniront des informations sur une Position Africaine Commune (PAC). "Tendre l'Arc est une opportunité pour présenter la PAC aux partenaires internationaux et coordonner nos efforts dans la poursuite d'un nouveau partenariat plus équitable pour garantir que les nations africaines atteignent les ODM".

"Il est impératif que tous les dépositaires mobilisent leurs efforts pour une augmentation massive de

l'innovation et l'investissement qui seront requis pour l'accomplissement des ODM", déclare Mark Malloch Brown, chef du personnel pour le Secrétariat Général de l'ONU et administrateur du PNUD.

"Cela signifie pas seulement les gouvernements et organisations internationales mais plus particulièrement le secteur privé et la société civile pour lesquels les ODM deviendront un focus primaire pour l'expansion, la productivité et la bonne gouvernance".

Dans le contexte de l'Afrique, le NEPAD est le chef de file.

Les résultats provenant de l'activité "Tendre l'arc" seront présentés à l'Assemblée Générale de l'ONU en septembre pour réviser les progrès des ODM. (NEPAD)

## Les activistes pour l'annulation de la dette se réjouissent de l'allègement mais exigent plus

LES MINISTRES des finances des nations industrialisées du Groupe des Huit (G8) ont recommandé l'annulation immédiate de 100 pour cent de la dette multilatérale contractée par quelques unes des nations les plus pauvres au monde, sous l'égide de l'organisation: Nations Pauvres les plus Lourdemment Endettées (NPLE).

L'accord couvre 40 USD milliard de dettes contractées par 18 pays auprès de la Banque Mondiale, le Fond Monétaire International et la Banque Africaine de Développement. Neuf pays supplémentaires sont supposés être qualifiés dans les 18 mois à venir, d'où un coût total d'environ 100USD Milliards.

Quatorze nations africaines sont éligibles parce qu'elles ont atteint le statut NLEPE. Quatre d'entre elles sont des états membres de la SADC, notamment, le Mozambique, la République Unie de Tanzanie et la Zambie qui seraient immédiatement qualifiables et le Malawi qui pourrait en bénéficier l'année prochaine.

L'agence britannique de secours, Oxfam, a accueilli cet accord avec satisfaction mais estime qu'il n'est encore que superficiel en faisant remarquer que l'annulation de la dette ne couvre qu'entre 10 et 20 pour cent de ce qui était requis et n'a pas inclus toutes les autres nations nécessiteuses.

"C'est un pas en avant positif mais l'annulation de la dette est juste une partie de ce qui doit être accompli. Nous faisons appel aux leaders du G8 pour étendre également à ces pays l'assistance sans laquelle nombre de nations indigentes ne pourront probablement pas échapper à la pauvreté chronique", explique Harriet Binet, porte-parole d'Oxfam, tout en ajoutant qu'une aide supplémentaire de 50 USD milliards est nécessaire pour atteindre les

ODM.

D'importants efforts devraient être dirigés vers le démantèlement des barrières commerciales internationales qui désavantagent les producteurs opérant dans les nations sous-développées, ajoute-t-elle.

Oxfam a contesté que tandis que les pays riches membres de l'Organisation Mondiale de Commerce subventionnent substantiellement leurs propres producteurs nationaux, ils obligent les pays en voie de développement à ouvrir leurs marchés et réduire les tarifs qui auraient protégé leurs fermiers.

Les statistiques de la Banque Mondiale suggèrent que le fait d'accorder aux pays en voie de développement un meilleur accès aux marchés nantis, pourrait leur rapporter 150 USD milliard par an.

Les pays pauvres préféreraient se sortir seuls de l'indigence par le commerce plutôt que de compter sur la charité, ajoute Binet. Il est crucial que les injustices commerciales soient immédiatement discutées par les nations industrialisées.

La campagne pour le Jubilé de la dette, basée au Royaume Uni a déclaré qu'environ 60 pays avaient besoin d'une annulation totale de la dette, beaucoup plus que les 18 proposés. L'annulation multilatérale de la dette pour ces pays libérerait plus de 10 \$ milliards par an pour la réduction de la pauvreté, plutôt que les 1\$ à 2\$ milliards dans le cadre de l'initiative actuelle.

Les autres pays éligibles pour une annulation immédiate de la dette sont le Bénin, la Bolivie, le Burkina Faso, l'Ethiopie, le Ghana, la Guyane, le Honduras, Madagascar, le Mali, la Mauritanie, le Nicaragua, le Niger, le Rwanda, le Sénégal et l'Ouganda. (IRIN)

## "Les Tsunamis silencieux"

### Des urgences à court terme aux besoins fondamentaux de développement: L'aide à l'Afrique pourrait doubler dans la prochaine décennie

par Ernest Harsch

APRES UNE décennie de déclin du flot des subventions en Afrique, le courant semble avoir tourné.

Selon les estimations de l'ONU, USD 23,1 milliards en assistance officielle de développement (AOD) était alloué pour le continent en 2003, un impressionnant 46 pour cent de plus que trois ans plus tôt.

Toutes les indications pointent vers des niveaux encore plus élevés en 2004 et 2005.

Cependant cela ne justifie pas la suffisance, explique le Président français, Jacques Chirac au Forum Mondial Economique à Davos, Suisse au début de cette année.

L'Afrique et autres régions en voie de développement, dit-il, souffrent de "tsunamis silencieux chroniques" qui affectent un nombre incalculable de vies par la famine, les maladies infectieuses et la violence.

Si l'Afrique veut réduire son taux élevé de pauvreté, elle a besoin de plus d'assistance - en fait un redoublement de l'aide au cours de la prochaine décennie.

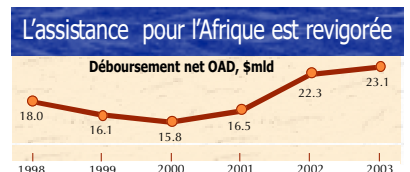
Avec le Nouveau Partenariat pour le Développement en Afrique (NEPAD), Mr Chirac a expliqué à l'assemblée composée de leaders du monde dans le domaine politique et des affaires, "l'Afrique a commencé sa

métamorphose... la communauté financière doit en retour faire preuve d'un engagement sans faille."

Quelque soit l'impact immédiat sur les budgets d'assistance limités, la réponse généreuse et prompt des gouvernements et des citoyens des nations les plus riches pour le tsunami a démontré les possibilités à long terme pour des flots renouvelés d'assistance.

"Les pays riches sont capables, lorsqu'ils le veulent bien, d'organiser en un temps record une réponse extraordinaire pour les besoins des indigents," commente Professeur Jeffrey Sachs, qui dirige le Projet du Millénaire de l'ONU. "Le Tsunami a changé notre mode de calculation."

Pour les adeptes du développement africain, la difficulté semble désormais de puiser dans ce potentiel pour la solidarité internationale - et de le faire de manière durable qui va au-delà des urgences à court terme et vers les besoins fondamentaux de développement du continent. (Africa Renewal)



SOURCE: Africa Renewal, A partir de donnée de l'Organisation pour la Coopération et le Développement (OCED), excepté pour 2003, qui est une évaluation préliminaire des estimations de l'ONU.

## “Il nous faut courir tandis que les autres marchent” Le parti au pouvoir de la Tanzanie choisit un candidat pour les élections d’Octobre

**LE PARTI** au pouvoir de la Tanzanie se prépare aux élections nationales prévues dans six mois en nommant son candidat présidentiel et en rédigeant un manifesto électoral ambitieux basé sur la croissance économique et la réduction de la pauvreté.

**DANS UN** processus prudent impliquant la sélection d’un homme parmi 11, sur la base de qualités telles que promouvoir et protéger l’unité nationale, la paix et la stabilité et de l’audace dans la lutte contre l’injustice et l’oppression, le parti au pouvoir, Chama Cha Mapinduzi (CCM) a sélectionné son prochain leader et candidat présidentiel pour les élections du 30 octobre.

Il s’appelle Jakaya Mrisho Kikwete, 54 ans, Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale.

Lors des élections précédentes pour la direction du CCM en 1995, Kikwete est arrivé en seconde place après le président tanzanien en fonction, Benjamin Mkapa.

Dix ans après, il émerge de la jeunesse du parti pour en contester pour la première fois la direction, Kikwete est resté en lice pour gagner la candidature dans une décision majoritaire d’une Réunion Générale Extraordinaire du parti à Dodoma le 4 mai.

Chaque candidat en compétition a dû soumettre d’ici le 15 avril des feuilles de candidature contenant 250 signatures de membres CCM venant d’au moins 10 régions du pays, y compris deux de Zanzibar.

Le processus de sélection implique des délibérations du Comité Central du parti et sa commission d’éthiques pour réduire le nombre de 11 contestants à cinq, suivi par un vote au niveau du Comité National Exécutif (NEC) pour finalement en réduire le nombre à trois.

A la Réunion Générale Extraordinaire, les 1 675 délégués ont donc voté pour un candidat de leur choix et, exhortés par leur Président, ont dû choisir un candidat qui pourrait être apprécié de la jeunesse. Ils ont donc accordé à Kikwete une nette majorité avec 1072 votes au premier tour, évitant la nécessité d’un tour final.

Peu de temps après avoir reçu sa nomination du parti, Kikwete a juré de mettre en oeuvre le manifeste du CCM qui a pour priorité l’accélération du développement économique pour arriver à 10 pour cent d’augmentation du Produit National Brut (PNB) d’ici 2010, en plus des 6,7 pour cent actuel.

Le manifeste, qui contient un nombre de projets économiques ambitieux et donne priorité à la recherche scientifique et au développement ainsi qu’au tourisme, demande également l’établissement d’un front actif dans la lutte contre la pauvreté.

“Nous devrions adhérer à l’Appel du Père de la Nation, Mwalimu Nyerere, que nous devons courir tandis que les autres marchent,” explique le manifeste, se faisant l’écho d’une célèbre déclaration du président fondateur, Mwalimu Julius Nyerere, et qui est devenu le titre d’une biographie bien connue.

Le candidat du CCM a donc promis de maintenir le record d’unité nationale, démocratie et bonne gouvernance de la Tanzanie.

Kikwete, à l’allure jeune est une figure internationale bien connue, décrit comme incorruptible et charismatique.

Un musulman de la circonscription côtière de Chalinze, au nord de Dar es

Salaam, Kikwete a gagné la confiance de la plupart des groupes religieux dans une nation séculaire qui protège et soutient farouchement les droits de toutes religions.

En Tanzanie, une société a été édifée dans laquelle la religion d’un individuel est une affaire privée de développement spirituel et ne constitue pas un facteur qui décrit ou divise ses amitiés et alliances politiques.

Le parti a nommé comme co-candidat de Kikwete, l’actuel vice-président, Dr Ali Mohamed Shein. Ils feront face aux candidats des autres partis dans les élections du 30 octobre, y compris Professeur Ibrahim Lipumba et Juma Duni Haji du Front Civique Uni (CUF), principal parti d’opposition.

Amani Abeid Karume, le président de Zanzibar, a aisément remporté la nomination en tant que candidat CCM pour mener les dans leur 2ième mandat. Zanzibar a son propre président, sans aucune juridiction sur le continent, et le titulaire a été retourné sans opposition en tant que candidat du parti pour concourir aux élections de Zanzibar aux mêmes dates.

L’inspiration du président fondateur du Tanganyika et de la République Unie de Tanzanie était apparente dans la finale des délibérations autour de la sélection du candidat CCM. Les discours de Mwalimu Nyerere ont bénéficié de suffisamment de temps sur les ondes de la radio nationale, des semaines durant, avant la réunion du parti, appelant ainsi à la nation les qualités d’un bon leader.

Puis, durant le rally de Dodoma, il y eut un silence, suivi de cris de surprise et une vague de rires étonnés, lorsqu’émergea sur scène un petit homme au cheveux grisonnant, muni d’une canne – un bon double du leader populaire décédé en 1999.

Le défi pour le prochain président de la Tanzanie à élire le 30 octobre 2005 est de maintenir la paix et la stabilité régnant dans le pays, tout en soutenant l’élan de l’expansion économique réalisé sous la direction de Président Mkapa.

## Elections Parlementaires à l’Ile Maurice le 3 juillet

**LES NOMINATIONS** pour les prochaines élections législatives à l’Ile Maurice ont été clôturées le 6 juin avec un record de 676 candidats inscrits pour contester le scrutin.

La clôture des nominations a pavé la voie pour une campagne d’un mois, avant les votes prévus pour le 3 juillet. Les dernières élections étaient en septembre 2000 remportées par l’alliance au pouvoir comprenant le Mouvement Militant Mauricien (MMM) et le Mouvement Social Militant (MSM).

Le Premier Ministre Paul Bérenger a demandé des élections lors d’un rallye organisé pour marquer le 1er Mai, journée du travail, par l’alliance MMM/ MSM.

Bérenger est chef du MMM tandis que le MSM est dirigé par le Premier Ministre adjoint Parvind Jugnauth, fils de Sir Anerood Jugnauth, l’actuel président de la république élu par l’Assemblée Nationale en 2003 pour un mandat de cinq ans.

Bérenger a confirmé que si l’alliance au pouvoir est victorieuse lors du scrutin du 3 juillet, un accord existe

dans lequel il retiendrait son poste de premier ministre pendant deux ans et demi avant de le céder au premier ministreadjoint en place.

Les 676 candidats représentent l’alliance au pouvoir, l’opposition l’Alliance Sociale (une coalition du Parti du Travail Mauricien et du Parti Social Démocrate Mauricien), et 71 autres partis.

Plusieurs candidats indépendants se sont également inscrits à la Commission de Supervision Electorale pour le droit de disputer des sièges à l’Assemblée Nationale.

Chaque alliance importante a enregistré 60 candidats pour contester les 20 circonscriptions (trois membres par circonscription), et deux membres pour les Rodrigues, le proche du littoral.

L’Ile Maurice a un parlement unicaméral composé de 70 membres – 62 sont élus par vote populaire dans un système connu comme vote groupé dans lequel chaque électeur vote trois scrutins pour trois candidats de chaque circonscription, et les huit restant sont éliminés d’une liste “des meilleurs perdants.”

Dans les élections de 2000, l’alliance au pouvoir MSM/MMM a remporté les élections de l’île, rassemblant 54 sièges contre six pour l’Alliance Sociale.

Le parti ou l’alliance vainqueur forme le prochain gouvernement.

## Cabinet de Développement du Zimbabwe

**LE NOUVEAU** cabinet, annoncé par le Président Robert Mugabe à la suite des élections parlementaires de mars a été chargé du mandat de diriger le développement économique du Zimbabwe dans les cinq prochaines années.

Le Président Mugabe a décrit le cabinet en tant que “cabinet de développement” qui donnera le coup de pouce pour le programme de changement économique portant sur l’agriculture, l’industrie, l’exploitation minière et le développement d’infrastructure.

# Le chemin de fer de Benguela et la développement de L'Afrique Australe

par Amos Chanda



L'ACCORD ENTRE l'Angola et la Zambie de reconstruire le chemin de fer vital de Benguela est l'exemple récent d'un engagement pratique à l'intégration régionale en Afrique Australe et au développement économique sur le continent.

Le projet de 60USD millions pour reconstruire la ligne ferroviaire de Benguela est un dividende direct découlant du processus de paix qui a conclu une longue guerre civile qui, pendant 27 ans, a détruit et ralenti l'économie de l'Angola généralement vibrante.

Le 30 mars, l'Angola et la Zambie ont signé un Memorandum d'Accord sur la reconnection des systèmes ferroviaires des deux pays et donc de fournir une structure au sein de laquelle le projet de chemin de fer sera entrepris.

Le chemin de fer de Benguela est l'un des nombreux projets de la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe (SADC) qui a été conçu pour s'intégrer dans les objectifs de développement établis dans le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD).

"La ligne de chemin de fer sera gérée par une entreprise privée nommée Northwest Rail sous un partenariat avec des firmes angolaises et zambiennes, explique l'Ambassadeur Bob Samakai, secrétaire permanent au Ministère Zambien de la Communication et du Transport.

Les deux autorités angolaise et zambienne considèrent la reconstruction du chemin de fer de Benguela comme voie pour

une opportunité économique qui accroît les revenus de l'export ainsi que de garantir des millions en économisant sur le transport.

"A part le fait de développer l'industrie de l'exploitation minière de cuivre en pleine renaissance sur le gisement de cuivre zambien, la route du chemin de fer de Benguela transportera non seulement des cargos pour l'export de métal aux clients de l'Europe et de l'Amérique du Nord, mais servira également de phase principale dans le programme d'intégration régionale sous la direction de la SADC" indique l'Ambassadeur Samakai.

Le chemin de fer reliera les deux pays après trois décennies d'abandon et de dégâts infligés durant le conflit civil entre les forces du gouvernement angolais et l'ancien rebelle Unito Nacional para a Independência Total de Angola (UNITA). Le conflit s'est terminé en 2002.

La ligne de chemin de fer a souffert d'énormes dégâts et est devenue une route dangereuse lorsque les guerrilleros attaquaient le personnel et pillaient les marchandises en transit entre le port de mer.

Benguela est une route essentielle et rentable pour l'export du cuivre zambien et l'import d'équipement, qui endure pour le moment des trajets ferroviaires et routiers longs et souvent onéreux à partir de l'Afrique du Sud, à travers le Zimbabwe ou le Botswana.

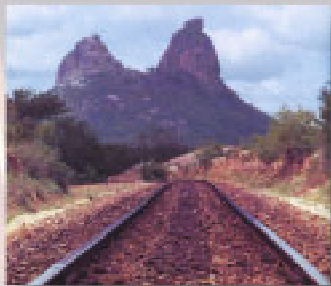
Mais Benguela est une route directe vers le port de mer angolais sur l'océan atlantique à travers laquelle les produits zambiens pourraient être exportés et importés à un coût moindre plutôt que pour les ports plus éloignés de l'Afrique du Sud.

Le projet survient lorsque la production de cuivre de la Zambie est en hausse suite à l'augmentation du prix du cuivre sur le marché global.

Le cuivre est l'export principal de la Zambie et un important apport de revenu en devise, atteignant 70 pour cent.

Deux grandes nouvelles sociétés à capital risque ont commencé des opérations dans le nord-ouest de la Zambie sur la frontière angolaise tandis que d'autres mines auparavant déficitaires ont récupéré et ont commencé à enregistrer des profits suite à une privatisation réussie.

La ligne de chemin de fer servira principalement les mines de cuivre, cobalt et or de Kansanshi et Lumwana dans la province nord-ouest de la Zambie où des mines canadienne et australienne ont amorcé des opérations d'extraction de métaux.





# La route la plus courte vers la côte

**LES ORIGINES** du chemin de fer de Benguela remonte à une loi de 1899 qui autorisa le gouvernement portugais à construire un chemin de fer de la région côtière alors appelée Benguela, s'étendant sur 1300 kms de la frontière est de l'Angola. Etant donné l'intérêt politique et économique dans la circulation rapide des minerais de l'intérieur, la concession pour la construction et l'exploitation du chemin de fer a été accordée à un opérateur privé, un citoyen britannique Robert Williams, dans un genre de Transfert Opération de Construction (TOC) du 19<sup>ème</sup> siècle.

La construction a duré 26 ans, amorcée le 3 mars 1903 et terminée le premier février 1929. Il y a eu de nombreuses difficultés et retards en raison de la nature et de la topographie de la région à traverser. Le chemin de fer offrait le transport de minerais de l'intérieur, la dissémination de produits importés vers l'intérieur, et la communication à travers les quatre provinces angolaises.

Après son indépendance du Portugal le 11 novembre 1975, le nouveau gouvernement de l'Angola a continué à contrôler le chemin de fer de Benguela et lui a octroyé une assistance financière, en tant qu'épine dorsale du système de transport du pays (en volume d'investissement et source de devises étrangères). Le

gouvernement a également reconnu le potentiel du chemin de fer dans le développement de l'Afrique Australe, à travers le projet du Corridor de Lobito.

L'apartheid de l'Afrique du Sud a commencé à saboter le chemin de fer pour empêcher l'expansion économique des nations impliquées, et en 1983, la route ferroviaire était fermée au trafic international, affaiblissant ainsi l'économie angolaise par environ 60USD millions en perte de revenu en plus des 70 USD millions de dégâts sur l'infrastructure et l'équipement.

Le chemin de fer est resté fermé, malgré les efforts déployés dans les années 80 pour le réouvrir pour le transport du trafic civil. Le plan de réhabilitation de l'époque comprenait le développement du Corridor de Lobito, la revalorisation du port de Lobito et un barrage hydroélectrique, une capacité supplémentaire de transport et l'amélioration des télécommunications.

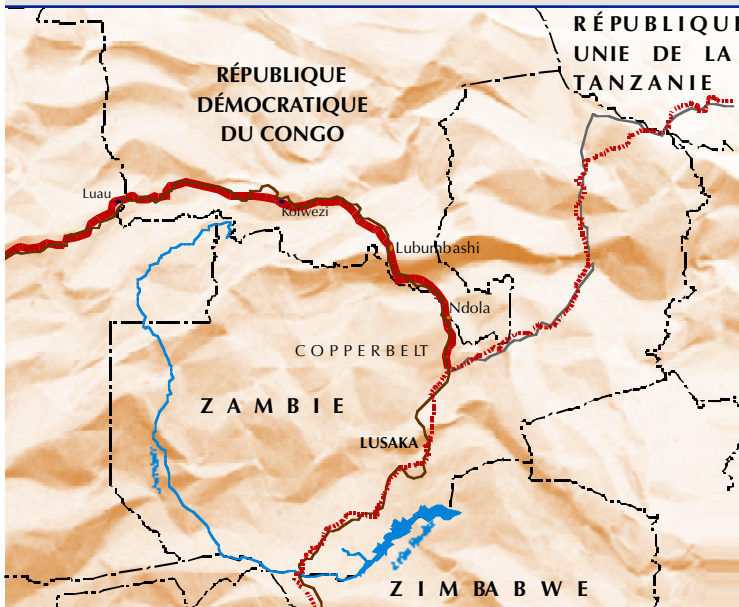
L'objectif du sabotage était, au niveau national, d'empêcher la circulation d'approvisionnement de l'intérieur, d'endommager les revenus de la compagnie et du gouvernement, et de détruire le port de Lobito. Au niveau international, cela a empêché la Zambie et le Za re (désormais République Démocratique du

Congo) d'utiliser Lobito pour l'export de minerais et causer la hausse des coûts de transport pour ces nations, d'éliminer l'assistance au Congrès National Africain (ANC). Le transport international sur cette ligne a été suspendu penult plus de 20 ans, depuis janvier 1983, et au trafic national depuis 1987.

Les Forces de Défense Sud Africaines (SADF) d'alors, ont lancé des douzaines d'opérations en Angola après avoir envahi le pays en août 1975. A la veille de l'indépendance, et après 1983, la guerre dans le sud de l'Angola s'intensifia en une guerre de confrontation de technologie de pointe avec des statistiques élevées en pertes humaines. La fin en 1994 de l'apartheid en Afrique du Sud et l'accord de paix interne en 2002 ont finalement amené la paix en Angola.

Environ 200 chemineaux furent tués pendant les 12 premières années après l'indépendance et plus de 400 blessés, avec 250 portés disparus. Le coût en vie humaine pour maintenir les trains en activité était élevé. 1984 fut l'année la plus meurtrière du chemin de fer, l'année de la signature du premier accord de paix avec l'Afrique du Sud. Il y eu plus de 3000 actes de sabotage contre le chemin de fer de 1976 à la mi-année 1987. Le coût des dégâts sur l'infrastructure et l'équipement du chemin de fer de Benguela de 1976 à 1987 est estimé à 76,7 USD millions.

**LE CHEMIN** de fer de Benguela divise l'Angola Central, reliant l'arrière-pays au port atlantique de Lobito. Avant l'indépendance de l'Angola, le chemin de fer était la seule issue de sortie du cuivre et autres minéraux de la lucrative région du cuivre de la Zambie et du Katanga, province sud du Congo riche en minerais. Après l'indépendance en 1975, le chemin de fer était une cible pour sabotage par le régime d'apartheid de l'Afrique du Sud et a interrompu le transport trans-frontalier en 1983, coupant efficacement la route commerciale la plus courte entre les états indépendants de l'Afrique Australe et la côte



**Dégât sur le Chemin de Fer de Benguela de 1976 à juin 1987**

Année	Mines détectées détonnées	Attaques aux explosifs Autre	Déraillements	Locomotives wagons endommagés	Traverses wagons-lit détruits
1987	16	116	9	24	8,920
1986	47	138	22	54	5,819
1985	111	163	79	238	11,596
1984	180	195	108	292	3,592
1983	134	113	77	216	1,196
1982	176	82	84	296	971
1981	193	87	82	?	86
1980	141	209	56	?	2,033
1979	45	233	31	?	4,589
1978	14	137	16	?	2,402
1977	17	106	7	?	?
1976	8	143	13	?	?
<b>TOTAL</b>	<b>1,082</b>	<b>1,712</b>	<b>584</b>	<b>1,120</b>	<b>41,984</b>

Source: P.Johnson and D. Martin, Terrorismes de l'Apartheid: le rapport de déstabilisation, secrétariat du Commonwealth avec James Currey, 1989; Benguela Railways and the development in Southern Africa (Le chemin de fer de Benguela et le développement en Afrique Australe) Editorial Vanguardia, 1987.

# Gobabeb devient une institution SADC

LA SADC a désigné le Centre de Recherche et de Formation de la Namibie, Centre d'Excellence conformément à la Convention de l'ONU sur la Biodiversité, la Convention de l'ONU sur la Lutte contre la Désertification et la Convention de l'ONU sur le Changement Climatique.

Le Centre de Recherche et de Formation de Gobabeb est situé au milieu du désert de Namib. L'inauguration de l'institut de formation en tant que Centre d'Excellence de la SADC permettra aux chercheurs et érudits des états

membres de la SADC de faire des recherches ou de suivre une formation dans des domaines tels que la recherche environnementale, la gestion de ressources naturelles, la gestion des terres et la désertification.

Pendant la cérémonie d'inauguration, le Premier Ministre de la Namibie, Nahas Angula a déclaré que l'octroi de ce statut à Gobabeb survient en temps approprié, lorsque les formes uniques de vie dans le désert de Namib étaient menacées par les agissements des hommes.

"La collecte illégale d'espèces de plantes succulentes et le commerce

illégal de ces plantes constitue une autre menace pour le système écologique de la Namibie," explique Angula.

En fournissant l'accès à la recherche et formation sur comment lutter contre la désertification et promouvoir la biodiversité, Gobabeb pourrait jouer un rôle majeur dans la réduction de la pauvreté et l'amélioration des moyens de

subsistance des citoyens de la SADC, ajoute Angelo Mondlane, Chef de Planification Stratégique, Parité des Sexes et Harmonisation Politique au Secrétariat de la SADC.

Il indique qu'il est gratifiant de remarquer que Gobabeb dirige déjà le Réseau d'Observation Environnementale à Long-terme de l'Afrique Australe (ETASA), au lequel tous les membres de la SADC participent. (Namibian)

## Un nouvel annuaire internet pour l'Afrique

LA PARTICIPATION de l'Afrique dans la technologie internet globale est destinée à se développer avec l'approbation d'un annuaire internet régional pour l'Afrique.

Le Comité des Directeurs de la Corporation Internet pour l'Attribution des Noms et Numéros (ICANN) a approuvé AfriNic en tant qu'annuaire pour l'Afrique. AfriNic est désormais chargé d'allouer des numéros internet aux prestataires de service en Afrique et dans la région de l'Océan Indien.

Auparavant, tous les numéros internet représentant les noms de domaines africains devaient être alloués par des annuaires d'autres régions, surtout l'Amérique du Nord et l'Europe.

Le premier sommet d'AfricNic en tant qu'Annuaire Internet Régional à part entière a eu lieu en avril, au Mozambique. L'organisation a été encouragée à consacrer plus de ressources pour la formation afin qu'elle puisse développer une plus grande base de compétence sur le continent. L'organisation basée à l'Ile Maurice n'a pour le moment que trois membres du personnel et prévoit d'embaucher un expert en site web et un ingénieur des systèmes.

Ce récent développement permettra à l'Afrique d'économiser annuellement des millions de dollars en frais d'inscription. (SABCNews.com)

## Matériaux de construction à prix bas

LE CENTRE de Développement et Recherche Industrielle et Scientifique (SIRDC) a développé des tuiles de toiture à prix bas et une technologie de pilonnage moins onéreuse.

Les tuiles de Toiture en Micro Béton (MCR) et la technique de construction de pilonnage sont destinées à révolutionner le secteur de la construction au Zimbabwe et dans la région, rendant la construction d'habitation plus abordable. La technologie MCR a ses

origines en Amérique Latine et SIRDC l'a adopté au moyen d'accords de transfert de technologie.

Cinquante pour cent moins cher que les tuiles conventionnelles de toiture, MCR est léger, c'est-à-dire que l'on économise considérablement sur les poutres de toiture, et est facile à poser.

Avec une urbanisation en hausse et rapide, la provision de logement est devenue un défi important à relever dans la plupart des cités et villes, l'accessibilité en constituant le problème principal. (SIRDC)

## L'Afrique du Sud va produire de l'isotope médical

L'ISOTOPE FLUORODEOXYGLUCOSE radioactif doit être produit pour la première fois en Afrique du Sud, permettant aux patients, qui devaient auparavant se rendre outre-mer afin d'obtenir des diagnostics précis, de bénéficier de la plus récente technologie d'imagerie médicale.

Le président de la Société Radiologique d'Afrique du Sud, Richard Tuft, explique que l'introduction de lectures d'émission de positron de tomographie (PET), que les spécialistes utilisent pour faire le diagnostic de maladies, aidera à maintenir l'Afrique du Sud au premier rang des progrès globaux en imagerie médicale avancée.

Les lectures PET sont souvent utilisées conjointement à la tomographie informatisée (CT) pour permettre aux docteurs de fournir des traitements appropriés suite à des diagnostics et aide à éviter des procédures envahissantes.

Si la chirurgie est indispensable, les lectures aident les chirurgiens à déterminer la meilleure façon d'opérer. Pour les cancéreux, les lectures PET et CT aident à déterminer la phase exacte de développement d'une tumeur. Ceci affecte le type de traitement à appliquer ainsi que les effets probables de thérapie. Ils peuvent également détecter la présence de tout résidu de maladie après le traitement. (Business Day)

## Ambulances-bicyclettes rouge vif

DANS UN vaste hangar de Zwelitsha dans la province Est du Cap en Afrique du Sud, 80 motos rouge vif sont assemblées pour fournir un service spécial.

Elles sont utilisées dans les zones ravagées par le Tsunami au Shri Lamka et en Indonésie, en tant qu'ambulances et cliniques ambulantes.

Puisque de nombreuses cliniques et artères routières ont été détruites en raison du Tsunami, la moto est idéale pour le terrain, explique Mike Norman l'inventeur basé à Londres de la Ranger Lifecycle, vainqueur en 1999 du Prix Technology Worldaware pour le Développement pour la création de l'extraordinaire véhicule.

Les motos sont équipées de sidecars solides, qui peuvent être faits sur mesure pour desservir les zones rurales retirées en tant qu'ambulances, cliniques, véhicules communs de réparation, véhicules de livraison pour le pain et les provisions, unités de purification d'eau, et pour des opérations éducatives sur le VIH et SIDA, atelier media et entreprises de service de jardinage. (Cape Argus)



ERanger (www.ranger.com)

# Investissement et développement dans le secteur de l'énergie de l'Afrique Australe

**POUR PROGRESSER** vers la garantie de disponibilité d'énergie pour la région, en septembre 2005, le Pool d'Énergie de l'Afrique Australe (SAPP) accueillera, en Namibie, une conférence régionale sur l'investissement en électricité.

Le thème de la conférence est "Emergence d'Opportunité d'Investissement pour le Développement Durable dans le

Secteur de l'Énergie en Afrique Australe."

Les services publics de l'énergie de l'Afrique Australe ont réaffirmé leur engagement pour aborder le problème de la réduction de la capacité de génération. En avril, le comité exécutif du SAPP s'est réuni au Lesotho et a convenu de travailler de concert pour satisfaire aux besoins de la région en énergie.

Le comité a révisé le Protocole Inter-Gouvernemental d'Accord, pour signature par les ministres de l'énergie en septembre.

La signature du Protocole révisé coïncidera avec le 10<sup>ème</sup> anniversaire de SAPP, créé en août 1995.

Le Protocole est supposé aborder les réformes qui ont eu lieu au sein de la structure organisationnelle de la SADC, les réformes du secteur de l'énergie et la restructuration dans les pays membres, ainsi que la reconnaissance et l'admission de nouveaux membres au sein du SAPP.

Le comité a également convenu de réviser le Plan 2001 du Pool SAPP et de développer un Plan Stratégique.

Le Plan Pool fournira une perspective régionale détaillée en abordant la question de l'optimisation des ressources régionales et l'identification de moyens de production peu onéreux et la transmission de projets méritant d'être promus pour le bénéfice de la région.

Le plan stratégique donnera une vue d'ensemble des projets prioritaires nationaux.

## Le secteur privé de la Zambie investit dans la production d'énergie

LES COMPAGNIES du secteur privé dépenseront environ 600 USD millions dans le développement d'une entreprise dans le domaine de l'énergie hydro-électrique sur la rivière Lunsemfwa/Luangwa dans les provinces centrales et de l'est de la Zambie.

Le gouvernement zambien a également permis à deux compagnies privées d'explorer le potentiel en hydro-énergie de la rivière Kalungwishi dans la province du nord.

La Zambie possède une capacité établie de production électrique de 1 786 megawatts dont 1 676 megawatts provient de l'hydro-énergie. Le pays a un potentiel de génération d'hydro-énergie non développé de plus de 6 000 megawatts et des plans sont en cours pour installer un certain nombre de stations d'hydro-énergie. (*The Post*)

## L'Afrique du Sud se reporte au vert

L'IMMEUBLE ABRITANT le Parlement Pan Africain en Afrique du Sud se reporte désormais sur l'électricité "verte," dans un mouvement symbolique de son engagement envers l'énergie renouvelable.

L'immeuble est approvisionné en énergie par Amatola Green Power, un des deux fournisseurs en "électricité verte" à travers la grille nationale. L'électricité est dérivée de ressources renouvelables telles que les déchets de biomasse contenu dans le sucre, le bois et les industries de papier, le vent et l'énergie solaire.

Jusqu'à 75 pour cent du total de génération d'énergie en Afrique du Sud provient du charbon, l'une des sources d'énergie la plus nuisible à l'environnement.

Le gouvernement sud africain a indiqué qu'il entend augmenter sa dépendance sur l'énergie renouvelable de 9 à 14 pour cent d'ici 2013. (*Daily Mirror*)

## Eskom s'associe à ZESA

ESKOM HOLDINGS, service publique d'énergie de l'Afrique du Sud, s'est associé à l'Autorité d'Approvisionnement en Électricité du Zimbabwe (ZESA) pour fournir une assistance technique dans la remise à neuf d'infrastructure de génération afin d'accroître la production d'énergie

## Prévision de Demande annuelle pour l'Électricité en Megawatts

Pays	Services	2003	2005	2007	2009
Angola	ENE	586	846	846	846
Botswana	BPC	343	369	407	441
RDC	SNEL	994	1063	1 138	-
Lesotho	LEC	98	107	115	124
Malawi	ESCOM	217	241	265	293
Mozambique	EdM	330	360	383	407
Namibie	Nampower	464	575	683	807
Afrique du Sud	ESKOM	30 977	32 542	34 305	35 988
Swaziland	SEB	1017	1 113	1 202	1 290
Tanzanie	TANESCO	796	895	995	1 105
Zambie	ZESCO	1 386	1 545	1 650	1 762
Zimbabwe	ZESA	2 454	2 660	2 884	3 126
Total		39 662	42 316	44 873	46 189

Pool d'Énergie de l'Afrique Australe

## 10 USD milliards nécessaires pour contrecarrer la crise de l'énergie

LE POOL d'énergie de l'Afrique Australe note que les pays de la SADC auront besoin d'investir plus de 10 USD milliards pour contrecarrer la menace posée par une déficience imminente en électricité, une somme considérée hors de portée pour un grand nombre d'états membres.

Le sommet de la SADC à l'Île Maurice en août 2004 a exprimé sa profonde inquiétude quant à la révélation que la région épuiserait sa capacité de surplus de production d'énergie d'ici 2007 à moins qu'un nombre important de nouveaux projets soit entrepris.

Malgré la somme exorbitante requise pour que la SADC demeure approvisionnée en éclairage, les chercheurs pensent que la tâche n'est pas impossible, et qu'une action unifiée peut en permettre l'accomplissement. Le lancement d'un important projet régional d'électricité en RDC est l'une de plusieurs initiatives planifiées pour garantir un approvisionnement durable d'énergie dans la région.

Le projet du Corridor Ouest pour l'Énergie (Wescor) comprend une station

d'énergie hydroélectrique de 35 000 megawatt sur les Chutes Inga du fleuve Congo, dont la fonction initiale est d'approvisionner l'Angola, le Botswana, la RDC, la Namibie et l'Afrique du Sud, tandis que le reste de la région est supposé en bénéficier à long terme.

Le sommet de l'Île Maurice s'est également chargé des projets des états membres sur l'énergie pour l'expansion de la capacité pour la période 2005-2010 et jusqu'à 2020. Projets qui explorent des stratégies pour assurer un approvisionnement durable en énergie, y compris les projets d'énergie prévus pour compléter les sources traditionnelles d'énergie, telles que thermiques, le bois combustible, afin de soutenir une démographie et des économies en expansion.

Le projet des Chutes d'Inga est considéré comme la seule importante initiative en hydro-énergie au monde, et lorsqu'elle fonctionnera pleinement, il est prévu qu'elle surpasse Cahora Bassa au Mozambique, qui est l'une des plus grandes stations hydro-électriques en Afrique avec une production d'environ 2500 megawatts. (*Southern Times*)

## La Namibie ressent la pression de la demande en énergie

NAMPOWER a annoncé qu'Eskom, son fournisseur principal en électricité, a prévenu d'une réduction possible de l'approvisionnement en raison de la hausse de la demande ailleurs dans la région de la SADC.

La Namibie a réactivé ses vieilles stations d'énergie à Walvis Bay et Windhoek, en tant que mesure temporaire. Cependant, la production des deux stations demeure insuffisante pour satisfaire à la demande nationale toujours croissante en électricité.

La Namibie prévoit de rechercher une source alternative d'énergie à partir de Cahora Bassa au Mozambique ainsi qu'en Zambie et au Zimbabwe.

Le gouvernement se concentre également sur des projets importants tels que le projet Kudu de gaz à énergie, le plan d'hydro-énergie du Kunene Inférieur et le Lien Caprivi inter-connexion dans la Zambie.

(*The Star Business Report*)

# Le Mozambique, l'Afrique du Sud signent un accord d'exemption de visa

LA SIGNATURE d'un accord d'exemption de visa entre le Mozambique et l'Afrique du Sud a ouvert la voie pour que les citoyens des deux pays voyagent librement, et représentent un important progrès vers la mise en œuvre du protocole commercial régional.

En vigueur à partir du 18 avril, les citoyens des deux pays ont désormais uniquement besoin d'un passeport valide pour traverser la frontière pour une durée allant jusqu'à 30 jours, et la

période peut être prolongée s'il existe des raisons valables telles les soins médicaux.

La libre circulation des populations et des marchandises est l'un des piliers de la SADC dont les états membres ont signé le Protocole Commercial en 1996 et commencé sa mise en vigueur en 2000, pour établir une Zone de Libre Echange d'ici 2008. La libre circulation des populations est une condition préalable essentielle pour le commerce intra-régional.

## Le secteur privé sud africain est remis en question

LE MINISTRE des entreprises publiques en Afrique du Sud, Alec Erwin, a exprimé son inquiétude, à savoir si le secteur privé a complètement absorbé les implications d'un programme très ambitieux annoncé l'année dernière sur l'investissement d'infrastructure, nécessitant un budget de plus de 27 USD milliards.

Le forfait important de structures d'investissement a été peaufiné et prend lentement forme. Les projets dans les secteurs de l'électricité, transport et défense seront également annoncés d'ici peu.

Ce sera une importante campagne pour attirer plus de capitaux du secteur privé dans l'infrastructure nationale comme jamais auparavant dans l'économie de l'Afrique du Sud.

Bien que les quatre entreprises nationales - Transnet, Eskom, South African Airways, et Denel - resteront sous le contrôle du gouvernement, le secteur privé sera impliqué.

Il y aura de la marge pour que les producteurs indépendants d'énergie participent dans la gestion des nouvelles usines de turbine à gaz qui nécessitent 1,1 USD milliards d'investissement privé. (The Star Business Report)

## L'Allemagne soutient la réforme agraire de la Namibie

L'ANCIEN pouvoir colonial est prêt à soutenir la réforme agraire de la Namibie dans le but de surmonter les injustices historiques dans la distribution de la terre.

L'ambassadeur allemand, Wolfgang Massing, a confirmé que le soutien pour la réforme agraire fait partie intégrale d'une vaste approche pour la gestion des ressources naturelles et le développement rural sous l'égide du Programme de Coopération pour le Développement Germano-Namibien.

Massing explique que le soutien pour la réforme agraire adopte une approche sur deux fronts. Le premier soutient le processus d'élaboration d'une politique de réforme agraire compréhensive, et adresse les lacunes en capacité qui empêche la mise en œuvre des activités de réformes agraires des

ministères impliqués dans la gestion des terres communales, l'impôt foncier ou l'enregistrement des actes.

La seconde priorité est l'amélioration de l'infrastructure pour permettre un usage productif de la terre.

Massing a noté qu'il est évident que le programme ambitieux de réforme agraire du Gouvernement namibien a besoin de capacité adéquate pour réussir sa mise en place, ajoutant que le gouvernement allemand est engagé à augmenter son assistance dans les années à venir. (Namp)

## Tableau des conditions requises pour les VISAS des pays de la SADC

Pays	Pays exigeant des visas
Angola	Tous
Botswana	Angola, RDC, Madagascar
RDC	Tous excepté le Zimbabwe
Lesotho	Angola, RDC, Madagascar, Mozambique
Madagascar	Tous
Malawi	Angola, RDC
Ile Maurice	Angola, RDC, Madagascar, Swaziland, Afrique du Sud
Mozambique	Tous excepté Malawi, Ile Maurice et Afrique du Sud
Namibie	RDC, Madagascar, Ile Maurice
Afrique du Sud	Angola, RDC, Madagascar, Tanzanie, Zimbabwe
Swaziland	Angola, Botswana, RDC, Ile Maurice, Madagascar, Mozambique
Tanzanie	Angola, RDC, Madagascar, Mozambique, Namibie, Afrique du Sud
Zambie	Angola, RDC, Madagascar, Mozambique
Zimbabwe	Angola, RDC, Madagascar, Mozambique

SOURCES: Diverses Ambassades de la SADC

## Le Lesotho est déterminé à développer son exploitation de diamant

LETSENG DIAMONDS, la seule mine opérationnelle de diamant au Lesotho, est déterminée à doubler sa capacité avec des plans en cours pour garantir qu'une nouvelle usine soit commandée d'ici 2007. La capacité accrue lui permettra de produire 100 000 carats par an.

La compagnie explore diverses options y compris la cotation publique pour financer l'expansion de ses opérations. Le gouvernement du Lesotho est propriétaire de 24 pour cent des actions et possède également des redevances.

L'année dernière la mine Letseng a produit 37 000 carats à une valeur moyenne de 1 200 USD pour un carat, lui donnant un revenu de 44 USD millions.

L'ensemble de l'exploitation de diamant est supposée s'étendre nationalement à d'autres compagnies se préparant à lancer leurs opérations cette année. Un de ces projets est Liqobong, qui est en cours de construction et est supposé commencer la production d'ici le deuxième semestre de cette année. (Business Day)

## La Banque Centrale doit être plus ferme dans ses mesures contre l'inflation

LA BANQUE centrale du Zimbabwe a informé qu'elle adopterait des politiques plus strictes pour garantir la réduction de l'inflation qui est en ce moment la difficulté économique la plus importante du pays.

Une autre gageure est la génération de devises étrangères en quantité suffisante, pour laquelle la demande a constamment dépassé l'approvisionnement à la vente aux enchères.

Les économistes expliquent que la pénurie devises étrangères à la ventes aux enchères c'est accrue de 94 pour cent à la demande, ce qui a eu pour conséquence la réapparition du marché parallèle qui ajoute de la pression sur l'inflation.

Certains analystes financiers ont prévu que l'inflation restera dans la région des trois chiffres pour une grande partie de cette année, avant de passer à deux chiffres dans le dernier trimestre.

La Banque Centrale a visé un taux annuel d'inflation en dessous des 80 pour cent d'ici la fin de l'année, avant de parvenir à l'ultime objectif d'une inflation à simple chiffre d'ici la moitié de l'année 2006. (The Herald)

## DEVICES

Pays	Devises	(US\$1)
Angola	Kwanza (100 lwei)	87.99
Lesotho	Maloti (100 lisente)	6.09
Ile Maurice	Roupie (100 cents)	28.95
Afrique du Sud	Rand (100 cents)	6.12
Zambie	Kwacha (100 ngwee)	4 650.00

Avril 2005

Botswana	Pula (100 thebe)	4.21
Madagascar	Franc Malgache	9 150.00
Mozambique	Metical (100 centavos)	19 750.00
Swaziland	Lilangeni (100 cents)	6.09
Zimbabwe	Dollar (100 cents)	6 200.00

RDC	Franc Congolais	505.00
Malawi	Kwacha (100 tambala)	111.00
Namibie	Dollar (100 cents)	6.08
Tanzanie	Shilling (100 cents)	1 105.00

# Beijing plus 10 – Investir dans l’avenir des femmes

**DIX ANS** après que la SADC et le reste de la communauté de l’ONU se soient engagées à accélérer l’élimination des inégalités dans la problématique des sexes au moyen d’action ciblée visant à habiliter les femmes, les leaders du monde et les activistes sur la parité des sexes ont mené une révision globale des progrès.

**LA COMMISSION** de l’ONU sur le Statut des Femmes (CSF) facilite la révision globale des engagements pris durant la Quatrième Conférence Mondiale de l’ONU sur les Femmes en 1995.

Les gouvernements de la SADC ont été activement impliqués dans ce processus depuis le début de la phase préparatoire en 2004, et a produit des rapports de statut sur l’action prise dans l’adhérence aux engagements de Beijing, abordant les progrès, difficultés, contraintes et stratégies à prendre.

Le Secrétariat de la SADC a également produit un compte rendu sur une période de dix ans, qui tire son inspiration des rapports nationaux. Ceci a contribué à la Révision UNECA

menée par l’Afrique de Beijing Plus 10, tenue à Addis Ababa en octobre 2004, dont le rapport faisait partie du processus global de révision.

Suite à la révision globale dont le thème était “Beijing à 10 – Parvenir à l’égalité des sexes, au développement et à la paix,” le bureau du Secrétaire Général de l’ONU a préparé une stratégie contenant sept points sur les investissements et les politiques pour la décennie à venir pour:

- renforcer l’accès à l’éducation pour les filles;
- garantir la santé sexuelle et reproductive et les droits;
- investir dans l’infrastructure pour réduire les périodes de corvée des femmes et des filles;

- garantir les droits à la propriété et à l’héritage des femmes et des filles;
- éliminer l’inégalité des sexes dans le domaine de l’emploi;
- augmenter l’allocation des sièges parlementaires nationaux et au gouvernement local aux femmes;
- et
- redoubler d’effort pour combattre la violence contre les filles et les femmes.

Les paramètres stratégiques pour une action future ont donc été esquissés, et les

gouvernements de la SADC ont le devoir de passer de l’engagement à l’action. Investir dans l’avenir des femmes est la vision par excellence, et ceci implique d’élargir l’approche vers les zones critiques identifiées par les gouvernements de la SADC en 1995.



Le festival sur la parité des sexes organisé par le Programme de Gestion de Réseau sur la Parité des Sexes de la Tanzanie (TGPN) et la Coalition des Activistes Féministes (FemAct) aura lieu du 6 au 9 septembre 2005 à Dar es Salaam, avec pour thème “Parité des sexes, Démocratie et Développement : Luttes Populaires pour un Monde Alternatif.”

## L’unité de la SADC sur la parité des sexes a un nouveau responsable

**LE SECRETARIAT** de la SADC a un nouveau responsable de l’Unité sur la Parité des Sexes, Magdeline Mathiba-Madibela



Magdeline Mathiba-Madibela

L’Unité sur la Parité des Sexes a été établie en 1995 suite à une recommandation du Conseil des Ministres La fonction de l’unité est de conseiller toutes les institutions de la SADC sur les problèmes de parité des sexes et de travailler avec d’autres responsables au niveau du Secrétariat pour assurer qu’une perspective de la problématique des sexes soit intégrée dans le Programme d’Action de la SADC et l’Initiative de Renforcement Communautaire.

Mathiba-Madibela a travaillé pendant huit ans dans le domaine de la politique et de la coordination. Elle a rejoint la SADC à partir de UNAIDS Botswana où elle occupait les fonctions de directrice de projet. Avant UNAIDS, elle a travaillé pour le Programme National de Contrôle du VIH et SIDA.

Sa vision est de contribuer à l’avancement des femmes de la région de la SADC en fournissant une direction stratégique, une gestion efficace et une direction du programme sur la parité des sexes qui travaille à l’égalité des sexes, l’intégration

régionale, l’harmonisation politique, le renforcement de la capacité institutionnelle, les partenariats, le plaidoyer et les actions de pression.

Son message aux réseaux régionaux pour la parité des sexes est qu’ils doivent être beaucoup mieux organisés qu’avant. Ils ont besoin de développer des stratégies de plaidoyer et de pression plus

efficaces qui feront la différence en ce qui concerne la parité des sexes et le développement. La nécessité d’exploiter les points forts de l’un l’autre en tant que partenaires est toujours essentiel, et nous devons l’exploiter plus en profondeur.

“Le mouvement social doit sincèrement réfléchir sur la révision de Beijing + 10 et prendre les mesures adéquates pour aborder les lacunes, et les échecs. Là où il y a succès, il est important de construire sur de tels investissements.”

Née au Botswana en 1970, elle est titulaire d’une Maîtrise en Politique Sociale et Administration de l’Université de Nottingham, Royaume Uni avec spécialisation dans la parité des sexes et la santé, et d’une Licence dans le Travail Social de l’Université du Botswana.

## Parité des sexes et protocole

**L’UNITE DE** la SADC sur la Parité des Sexes présentera deux recommandations aux Chefs d’Etats et de Gouvernements lors de leur réunion en août 2005.

Les deux recommandations sont d’augmenter l’objectif de 30 pour cent de femmes dans tous les domaines de prise de décision d’ici 2005 à 50 pour cent conformément à l’Union Africaine, et de transformer la Déclaration de la SADC sur la Parité des sexes et le Développement en un Protocole.

Ce mouvement survient d’une inquiétude parmi les activistes sur la parité des sexes en Afrique Australe que le statut non contractuel légalement de la Déclaration de la SADC sur la Parité des Sexes et le Développement ne permet aucune non-conformité. En signant la déclaration en 1997, les Chefs d’Etats et de Gouvernement se sont engagés à:

- placer fermement la question de parité des sexes à l’ordre du jour du programme d’action de la SADC et l’Initiative de Renforcement Communautaire;
- assurer une représentation égale des femmes et des hommes dans les prises de décision des états membres et des structures de la SADC à tous les niveaux;
- accomplir l’objectif des 30 pour cent de représentation féminine dans les structures politiques et de prises de décision d’ici l’année 2005;
- promouvoir l’accès total des

femmes à, et contrôle sur les ressources productives telles que les terres, le bétail, les marchés, les crédits, la technologie moderne, l’emploi formel, et une bonne qualité de vie de façon à réduire le niveau de pauvreté parmi les femmes;

abroger et réformer toutes lois, amender les constitutions et changer les pratiques sociales qui soumettent encore les femmes à la discrimination;

promulguer des lois habilitantes et sensibles à la parité des sexes; protéger et promouvoir les droits humanitaires des femmes et des enfants;

renforcer l’accès à une éducation de qualité par les femmes et les hommes, et éliminer les stéréotypes relatifs à la problématique des sexes dans le programme éducatif, les choix de carrière, et les professions;

reconnaitre, protéger et promouvoir les droits à la reproduction et sexuels de la femme et des filles;

adopter des mesures urgentes pour empêcher et aborder les niveaux en hausse de violence contre les femmes et les enfants; et

encourager les mass-média à disséminer l’information et les matériaux relatifs aux droits humanitaires des femmes et des enfants.



## Sécurité alimentaire: Partenariat ou patchwork?

LES SERVICES d'écosystèmes en Afrique Australe – Une évaluation régionale indique que l'insécurité alimentaire en Afrique Australe a plus à faire avec le manque d'accès à de la nourriture, plutôt qu'une production alimentaire inadéquate.

Ceci est causé par un éventail de facteurs régionaux, globaux, politiques et économiques, résultant dans 25 pour cent de la population la malnutrition de.

Le rapport révèle également une tendance à la baisse dans quantité de protéine produite par capita ces 25 dernières années, ce qui est désormais en dessous du minimum recommandé alors que l'approvisionnement en carbohydate est à peine suffisant.

Le rapport explore comment les services d'écosystème peuvent bénéficier au bien-être humanitaire y compris le secteur touristique important et en expansion basé sur la nature, aux contributions à l'alimentation de la population rurale et les remèdes traditionnels utilisés par la majorité des africains de la région australe.

En examinant la qualité de l'air de la région, l'énergie provenant des ressources naturelles, la biodiversité et l'approvisionnement en eau potable, le rapport pose deux scénarios pour les 30 prochaines années.

Le futur partenariat établit des alliances cohésives, des gouvernements efficaces et fait l'expérience d'un niveau élevé de coopération régionale et expansion économique.

Le futur "bigarré" fait l'expérience d'une expansion économique stagnante et de déficits de production alimentaires aggravés.

La malnutrition, le VIH et SIDA et la prévision de changement de climat durant la première moitié du 21<sup>ème</sup> siècle pourraient aggraver la situation de sécurité alimentaire et réduire les chances de la région d'atteindre les Objectifs de Développement du Millénaire qui comprend la réduction de la moitié du nombre de personnes affamées d'ici 2015.

Produit par le Conseil pour la Recherche Scientifique et Industrielle, Prétoria, Afrique du Sud, 2004 en tant que contribution à l'Evaluation de l'Ecosystème du Millénaire.

## Gestion des terres et de l'eau dans la SADC

UN NOUVEL ouvrage sur la terre et l'eau fournit un synopsis de recherche de gestion connexe et des difficultés de développement dans 10 états de la SADC.

L'ouvrage identifie les difficultés principales de la région en tant que politique, problèmes organisationnels, recherche et développement et points relatifs à la communication.

Intitulé *Regional Situational Analysis: Land and Water Management in the SADC Region*, l'ouvrage reconnaît qu'il existe une richesse d'expérimentation dans les nouvelles technologies et méthodologies de gestion des terres et de l'eau.

Les chapitres examinent des questions telles que l'engagement du gouvernement à la recherche agricole et au développement en général et la gestion de la terre et de l'eau en particulier.

Les projets/les pratiques sur la gestion de la terre et de l'eau sont également analysés, avec des

détails sur les technologies pertinentes et les difficultés vécues dans leur saisie plus étendue par les petits exploitants agricoles.

Les recommandations et stratégies comprennent les besoins en recherche et formation pour accroître les compétences disponibles pour la recherche et le développement.

Le livre de 164 pages est publié par le Programme de Recherche Appliquée sur la Gestion de la Terre et de l'Eau du Secrétariat de la SADC, et édité par C. Nhira et A. Mapiki.

La publication a été produite avec le soutien du 8<sup>ème</sup> Fond de Développement Européen, et est distribué gratuitement pour provoquer l'intérêt des dépositaires régionaux. Il est disponible sous forme de livre ou CD ROM à l'Unité de Communication du Secteur des Affaires du Secrétariat de la SADC à Gaborone. Contacter [pndebele@sadc.int](mailto:pndebele@sadc.int) ou [mksoidntsi@sadc.int](mailto:mksoidntsi@sadc.int).

## PUBLICATIONS

### 2004 Official SADC Trade, Industry and Investment Review

Gaborone, Botswana, Southern African Marketing Company, 2004  
304 pp.

Cette 8<sup>ème</sup> édition de la publication annuelle contient des informations qui soulignent les opportunités commerciales dans la région de la SADC. Elle couvre les sections sur le profil des affaires de la SADC; les rapports du Conseil d'Administration; les projets de la SADC; les profils nationaux; les opportunités de commerce, industrie et investissement; es contacts commerciaux clés et le calendrier des expositions commerciales.

Disponible à la Southern African Marketing Company, Gaborone, Botswana  
samarketing@mega.bw  
Site web : [www.sadcreview.com](http://www.sadcreview.com)

### Mainstreaming Gender in Environmental Assessment and Early Warning

Nairobi, Kenya, UNEP 2005  
82pp.

Ce rapport couvre les questions clés relatives à l'intégration de la parité des sexes dans le programme UNEP sur les avertissements précoces et l'évaluation. Il analyse les problèmes clés dans les domaines de parité des sexes et l'environnement puisqu'ils sont liés à la question de l'eau, la pauvreté, la sécurité des conflits et les avertissements précoces. Le rapport décrit également les difficultés et opportunités pour renforcer un peu plus les travaux de l'UNEP dans le domaine de la parité des sexes et l'environnement.

Disponible à l'UNEP P.O Box 300552, Nairobi 00100, Kenya, [roainfo@unep.org](mailto:roainfo@unep.org)  
Site web: <http://www.unep.org>

### Monitoring Regional Integration in Southern Africa Yearbook Vol. 4 - (2004)

Publié par Hansohm, Dirk [et al]  
Windhoek, Namibie, NEPRU, 2004  
241pp.

Cet annuaire porte sur la croyance que de confronter la rhétorique des rédacteurs de politique avec la réalité empirique sur le terrain peut renforcer le processus d'intégration. Il évalue l'état d'intégration, le rythme et la direction dans les domaines clés de l'économie et de la politique.

Disponible à l'unité de Recherche de Politique Economique de la Namibie (NEPRU)  
P.O BOX 40710 Windhoek, Namibie  
[nepru@nepru.org.na](mailto:nepru@nepru.org.na)  
Site web: [www.nepru.org.na](http://www.nepru.org.na)

### Report of the first National Conference on Gender and HIV/AIDS

Buescher, ludger and Muchiru, Simon  
122pp.

Gaborone, Botswana, Département sur la Condition de la Femme, 2004

La publication fournit une explication des dynamiques sociales du VIH et SIDA, et la relation entre la parité des sexes et le VIH et SIDA. Disponible au Département sur la Condition de la Femme P/Bag 00107, Gaborone, Botswana  
[mlegwaila@gov.bw](mailto:mlegwaila@gov.bw)  
Website : [www.gov.bw](http://www.gov.bw)

### The SADC/EU Project on HIV and AIDS: Making a Difference

Gaborone, Botswana, SADC, 2004  
27pp.

L'ouvrage fournit une vue générale du "Projet: Faire la Différence." Il fournit une analyse de la situation actuelle de la région et de la rationnelle pour une réponse renforcée de la SADC.

Disponible à l'Unité de la SADC pour VIH et SIDA, Secrétariat de la SADC

P. Bag 0095, Gaborone, Botswana  
[registry@sadc.int](mailto:registry@sadc.int)  
Site web: [www.sadc.int](http://www.sadc.int)

### Towards a Common Southern African Peacekeeping System

De Coning, Cedric

Umhlanga Rocks, Afrique du Sud: Centre Africain pour la Résolution Constructive des Disputes (ACCORD), 2004  
9pp.

Le document examine d'un oeil critique les futures incertitudes de maintien de la paix à partir de trois dimensions: Tendances globales et développements, la structure africaine régionale avec un focus spéciale sur l'Union Africaine, et le contexte sous-régional de la SADC.

Disponible à: Training for Peace, ACCORD  
P.Bag X018

Umhlanga Rocks, 4320, Afrique du Sud  
[cedric@accord.co.za](mailto:cedric@accord.co.za)  
Site web; [www.accord.org.za](http://www.accord.org.za)

### Trade, Development, Cooperation. What Future for Africa?

Edité par Melber, Henning

Uppsala, Suède, Institut Nordique pour l'Afrique, 2005  
43pp.

Parmi d'autres sujets l'ouvrage examine le dilemme auquel l'Afrique est confronté dans le domaine de la coopération de développement. Le rôle d'institutions financières internationales clés dans le domaine du commerce, développement et coopération est analysé. Il souligne comment la mondialisation et la régionalisation affectent l'Afrique Australe en période de libéralisation du commerce.

Disponible à: Uppsala, Suède, Institut Nordique pour l'Afrique

### Working with Men to End Gender-based Violence

Braude, Wolfe [et al].

Braamfontein , Afrique du Sud, interfund, 2004  
115 pp.

Le rapport localise l'idée de travailler avec des hommes dans le contexte d'accomplissements, difficultés et priorités plus vastes identifiés par l'état et la société civile en cherchant à adresser l'énorme problème de violence basée sur la problématique des sexes. Disponible à Interfund, 76 Juta Street, Braamfontein, Johannesburg, Afrique du Sud  
[Alicia@itfd.co.za](mailto:Alicia@itfd.co.za)  
Site web: [www.itfd.co.za](http://www.itfd.co.za)



LA COMMUNAUTÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT  
DE L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI  
Vol. 8 No. 1 avril 2005



**SADC AUJOURD'HUI** est produit en qualité de sources de référence des activités et opportunités dans la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe et en tant que guide pour les décideurs à tous les niveaux du développement national et régional. Les articles peuvent être reproduits en toute liberté par les médias et autres institutions accrédités par SADC AUJOURD'HUI

**REDACTEUR**

Munetsi Madakufamba

**COMITE DE REDACTION**

Chengetai Madziwa, Bayano Valy, Eunice Kadiki, Mukundi Mutasa,  
Chenai Mufanawejingo, Chipu Muvezwa, Alfred Gumbwa, Maidei Musimwa,  
Pamela Mhlanga, Phyllis Johnson

**CONSEILLER A LA REDACTION**

Petronilla Ndebele  
Chjefe da Unidade de Comunicações, SADC

SADC AUJOURD'HUI est publié six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le compte du Secrétariat de la SADC à Gaborone, Botswana, en tant que source de connaissance fiable sur la Communauté de Développement de l'Afrique Australe. Le contenu prend en compte les Objectifs de Développement du Millénaire (ODM) et le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) en tant qu'élément intégral au développement de la région.

© SADC, SARDC, 2005

Les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la région de la SADC, sous forme d'articles, photographies, feuilles d'informations et commentaires sont les bienvenues, ainsi que les articles pertinents originaux de l'extérieur de la région. Un tarif standard est payé pour les articles, photos et illustrations utilisées dans la publication. Les rédacteurs se réservent le droit de sélectionner ou rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible. Son contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles du Secrétariat de la SADC ou du SARDC.

**Abonnez vous aujourd'hui**

SADC AUJOURD'HUI est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel. Pour six numéros par an, le tarif est de US\$75 en dehors du continent africain, US\$55 pour le reste de l'Afrique et US\$45 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin par avion ou courrier électronique. Pour plus de détails sur les abonnements, veuillez contacter le Rédacteur.

SADC AUJOURD'HUI est publié en anglais et portugais et est également disponible en version électronique en anglais, portugais et français à [www.sadc.int](http://www.sadc.int) et [www.sardc.net](http://www.sardc.net)

**CONCEPT & MISE EN PAGE**

Tonely Ngwenya  
Arnoldina Chironda

**PHOTOS & ILLUSTRATIONS**

1-2 10 (haut), Tourisme Sud Africain ; 3 (les deux), Black Earth Communications;  
4, 13, SARDC ; 5 (principale), 11, The Herald ; 5 (insertion), Illustrative Options;  
7, TGNP ; 8-9, editorial Vanguarda;  
10 (bas), E-Ranger ([www.eranger.com](http://www.eranger.com));  
16 (haut), Marion Kaplan, (bas), Topham picturepoint

**EMISSION & IMPRESSION**

DS Print Media, Johannesburg

Les correspondances doivent être adressées à:

Le Rédacteur, SADC TODAY  
SARDC, 15 Downie Avenue, Belgravia, Harare, Zimbabwe  
Tél 263 4 791141 Fax 263 4 791271  
[sadctoday@sardc.net](mailto:sadctoday@sardc.net)

ou  
SADC HOJE

SARDC, Rua D. Afonso Henriques, 141, MAPUTO, Moçambique  
Tél 250 1 400831 Fax 258 1 491178  
[sardc@maputo.sardc.net](mailto:sardc@maputo.sardc.net)

Information 21 Sites web  
[www.sadc.int](http://www.sadc.int) [www.sardc.net](http://www.sardc.net) [www.ips.org](http://www.ips.org) [www.saba.co.za](http://www.saba.co.za)

SADC AUJOURD'HUI est financé par le gouvernement Belge sous l'égide du projet SADC Information 21, dont le but est de renforcer l'intégration régionale par le biais du partage d'informations et de connaissance, sur la base des affinités historiques, sociales et culturelles de longue date et des liens parmi les populations de la région, et de contribuer à l'avancement du programme de la SADC dans le 21<sup>e</sup> siècle.

**CALENDRIER DES EVENEMENTS 2005**

<p>Juin 1-3 Afrique du Sud</p> <p>1-15 Tanzanie</p> <p>8-9 Lesotho</p> <p>20-22 Lesotho</p> <p>29-30 Malawi</p> <p>Juillet 3-4 Libye</p> <p>6-8 Ecosse</p> <p>12-16 Botswana</p> <p>11-22 Botswana</p> <p>Août 17-18 Botswana</p> <p>31 - 02/09 Botswana</p> <p>Septembre 6-9 Tanzanie</p> <p>13-16 Afrique du Sud</p> <p>14-16 ONU, New York</p>	<p><b>Sommet Economique sur l'Afrique</b> Organisé par le Forum Economique Mondial, le sommet rassemble le secteur privé, la société civile et les dirigeants politiques pour discuter des opportunités commerciales et d'investissement en Afrique.</p> <p><b>Formation des Genres sur la politique et le VIH et SIDA</b> Le cours porte sur le renforcement des capacités au niveau supérieur des partenaires, décideurs et directeurs travaillant sur les problèmes de VIH et SIDA dans la région et sur les problèmes de parité des sexes et politique.</p> <p><b>Commission Intégrée des Ministres de la SADC</b> La CIM est composée d'au moins deux ministres pour chaque états membres de la SADC. Son rôle est de garantir une politique consultative propre et la coordination d'activités sectorielles communes de la SADC. La réunion de Maseru révisera les activités des conseils d'administration de la SADC pour assurer une prompte mise en oeuvre de programmes qui autrement devraient attendre la décision du Conseil des Ministres.</p> <p><b>Jugement Régional sur les Prix SADC des Médias</b> Afin de juger les inscriptions pour la compétition de 2005.</p> <p><b>Cinquième Réunion des Partenaires Consultatifs du Partenariat de l'Afrique Australe sur la Gestion des Eaux Globales</b></p> <p><b>Sommet de l'Union Africaine</b> Session Ordinaire de l'Assemblée des Chefs d'Etat et de Gouvernement des 53 pays membres de l'UA. L'ordre du jour du sommet inclut la représentation africaine au Conseil de Sécurité de l'ONU, et les réformes de l'ONU.</p> <p><b>Sommet du G8</b> Les dirigeants du Groupe des Huit nations comprenant le Canada, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Japon, la Russie, le Royaume Uni et les Etats Unis se réuniront à Gleneagles, en Ecosse. Sous la présidence du Royaume Uni, le sommet portera sur les difficultés de l'Afrique et le changement du climat global.</p> <p><b>Réunion sous-régionale du NEPAD sur l'environnement</b> Une d'une série de conférences sous-régionales consultatives, cette réunion portera sur l'Afrique Australe, suivie par des experts et un détachement spécial du NEPAD sur le développement d'un plan d'action sous-régional sur l'environnement.</p> <p><b>Les Politiques de Soins du VIH et SIDA</b> Organisé par le Centre Nordique-SADC sur le journalisme, l'atelier vise à équiper les journalistes avec les compétences pour comprendre, analyser et rédiger des rapports de manière professionnelle sur les questions relatives aux anti-rétroviraux.</p> <p><b>Sommet du Jubilé d'Argent de la SADC</b> Le Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement est l'ultime institution de la SADC responsable de la formulation des politiques. Le Sommet de Gaborone est historique puisqu'il sera le point culminant des célébrations qui marquent les 25 ans de l'organisation. Le Sommet assistera à la transmission officielle de pouvoir de la Présidence par rotation de la SADC du Premier Ministre de l'Ile Maurice, Paul Bérenger, au Président du Botswana Festus Mogae. Le Conseil des Ministres de la SADC se réunira avant le Sommet pour préparer les recommandations politiques à adopter.</p> <p><b>Forum Mondial 2005 sur la Technologie d'Information</b> Le Gouvernement du Botswana en collaboration avec la Fédération Internationale pour le Traitement de l'information, accueillera un forum sur les tendances globales dans le domaine de la TIC.</p> <p><b>Festival 2005 sur la Parité des Sexes</b> Organisé par le Programme de Gestion de Réseau sur la Parité des Sexes en Tanzanie sous le thème "Parité des Sexes, Démocratie et Développement: Luttes Populaires pour un Monde Alternatif," le festival réunit des groupes travaillant dans le domaine de la parité des sexes pour discuter des progrès accomplis sur l'égalité des sexes, la transformaton sociale et la démocratie à participation.</p> <p><b>Conférence de la Société sur l'Epidémiologie Environnementale</b> Le thème de la conférence est "Soutenir la Santé Mondiale au moyen de l'Epidémiologie Environnementale: Etablir un Nouveau Programme Global de Recherche."</p> <p><b>Sommet de Révision du Millénaire + 5</b> L'Assemblée Générale des Nations Unies entreprendra une révision comprehensive des progrès accomplis mondialement vers l'atteinte des Objectifs de Développement du Millénaire adoptés par les leaders du monde en 2000.</p>
---	---

# 30 ans

Indépendance de Mozambique  
1975 - 2005

## Jeter un pont sur la Ruvuma, Affermir l'unité

par Bayano Valy

LE MOZAMBIQUE et la Tanzanie sont physiquement séparés par la rivière Ruvuma, sans aucun pont pour témoigner de leur longue histoire commune.

Cette lacune est désormais rectifiée et les deux gouvernements ont signé un accord d'intention pour physiquement construire un pont sur la rivière qui divise (ou unit) leurs populations.

Le "Pont de l'Unité" est un lien artère routière-pont, de 600 mètres entre les deux pays. Vieux de presque 30 ans en phase de conception, le pont pourrait devenir une réalité d'ici le début de l'année 2008.

Le projet du Pont de l'Unité fait partie du plan d'action à court terme soumis par la SADC au secrétariat du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD).

Le projet est supposé donner du tonus au développement, non seulement pour les régions riveraines de Mtwara en Tanzanie et Cabo Delgado au Mozambique, mais dans la région de la SADC dans son ensemble puisque c'est un élément important du projet du Corridor pour le Développement de Mtwara, une initiative de développement spatiale qui inclut le Malawi et la Zambie.

A part le fait d'être géographiquement lié, le Mozambique et la Tanzanie ont des liens historiques, culturels, sociaux, politique et économique qui remontent à l'histoire colonial et pré-coloniale.

La Tanzanie a accueilli et soutenu les guérilleros mozambicains dans les années 60 et 70 jusqu'à l'indépendance en 1975, et a également fourni des troupes pour aider le Mozambique à repousser l'agression venant de la Rhodésie voisine.

Des troupes supplémentaires ont suivi en 1987, lorsque le régime de l'apartheid en Afrique du Sud a soutenu les rebelles opérant à partir du Malawi pour occuper une grande partie de la province du Zambeze, au Centre du Mozambique.

Le pont et l'artère routière de 33 USD millions seront financés par les deux gouvernements. Le président tanzanien, Benjamin Mkapa a souligné que ni le Mozambique ni la Tanzanie ne sont trop démunis pour financer un projet aussi important et unifiant.



**MOZAMBIQUE:** De Ruvuma à Maputo. La transition vers l'indépendance a commencé en 1974 après 10 ans de lutte armée, avec la signature d'un accord avec le pouvoir colonial, le Portugal. Puis la marche de la victoire a commencé sur la longueur du pays par l'armée de libération du Frelimo, menée par Samora Machel, qui est devenu le premier président du Mozambique le 25 juin 1975. La photo montre Machel (au centre) arrivant au lieu qui s'appelait alors Louenço Marques à la fin de son voyage à partir de la rivière Ruvuma au nord du pays, à la rivière de Maputo au sud. A la gauche de Machel (en costume) se trouvent les hommes qui lui ont succédé à la présidence du Mozambique, Joaquim Chissano et Armando Guebuza. A la droite de Machel, figure l'ancien vice-président du FRELIMO, Marcelino dos Santos. Les autres sont l'assistant de Machel, Fernando Honwana, et le journaliste David Martin

## Le Congo ( Aujourd'hui République Démocratique du Congo) lors de son indépendance du Royaume de Belgique le 1er juillet 1960



Patrice Lumumba, le premier Premier Ministre du Congo, avec le Secrétaire Général de l'ONU, Dag Hammarskjöld, après leur conférence au siège de l'ONU à New York sur la situation critique au Congo, le 24 juillet 1960. "Lumumba n'était pas un communiste. C'était un nationaliste, prêt à accepter de l'aide venant de tous les coins à condition qu'elle soit sans attache et ne compromette pas la souveraineté." Ludo de Witte, *L'assassinat de Lumumba*, Jacana 2001

## Jours fériés dans la SADC Juin-Août 2005

1 er juin	Journée Internationale des enfants	Angola
14 juin	Journée de la Liberté	Malawi
16 juin	Journée de la Jeunesse	Afrique du sud
24 juin	Journée des Pêcheurs	RDC
25 juin	Journée de l'Indépendance	Mozambique
30 juin	Journée de l'Indépendance	RDC
1 er juillet	Journée de Sir Seretse Khama	Botswana
4 juillet	Journée des Héros	Zambie
5 juillet	Journée de l'Union	Zambie
6 juillet	Journée de l'Indépendance	Malawi
7 juillet	Foire Internationale du Commerce	Tanzanie
7 juillet	Saba Saba	Tanzanie
17 juillet	Anniversaire du Roi	Lesotho
18 juillet	Journée du Président	Botswana
19 juillet	Jour Férié	Botswana
22 juillet	Jour Férié	Swaziland
1 er août	Journée des Parents	RDC
8 août	Journée des Paysans	Tanzanie
8 août	Journée des Héros	Zimbabwe
9 août	Journée des Forces de la Défense	Zimbabwe
9 août	Journée Nationale de la Femme	Afrique du Sud
17 août	Journée de la SADC (Commémoration)	Tous
26 août	Journée des Héros	Namibie